

SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées N°32 Été 2025



SCA OPS
À Mayotte,
soutenir dans l'urgence

Retour sur...
Le 14 juillet 2025

**Conduire et planifier
LES OPÉRATIONS MILITAIRES DANS L'ESPACE
*le rôle clé des conseillers juridiques***

Protéger, notre mission commune

Devenir expert en prévoyance ne s'improvise pas.
C'est notre vocation depuis plus de 70 ans.

Notre mission ? Vous offrir, à vous et à votre famille,
une protection complète face aux aléas de la vie, en tout temps,
en tout lieu et en toute circonstance.

Allianz Vie

Société anonyme au capital de 681.879.255 € - 340 234 962 RCS Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - 1 cours Michelet - CS 30051 -
92076 Paris La Défense Cedex



Pour mieux nous
connaître ou
prendre contact
avec un conseiller,
flashez-moi !

Édito



Le commissaire général hors classe Olivier Marcotte
Directeur central du SCA

Ce 32^e numéro de *Soutenir* s'intéresse aux nouveaux champs de conflictualité des armées françaises : l'Espace et le cyberspace ; deux domaines dans lesquels le Service est aussi pleinement engagé.

Chaque action de soutien est une contribution indispensable à la puissance de l'ensemble. Celui délivré par le Commissariat des armées est à même de répondre, toujours et partout, aux exigences des forces et de leurs engagements. Un soutien « dans, avec et pour les armées » au rendez-vous, grâce aussi aux liens étroits que nous entretenons avec les entreprises du monde économique et industriel qui constituent le premier maillon de la chaîne de soutien intégrée. Dans un contexte actuel marqué par le réarmement, avec une potentielle actualisation de la loi de programmation militaire pour faire face aux nouvelles menaces, ces liens étroits sont indispensables et doivent être renforcés avec les principaux fournisseurs du soutien au combattant. C'était tout le sens des Rencontres du Commissariat pour l'Innovation et l'Équipement des Forces (RECIF) qui se sont tenues à Rambouillet en mai dernier et de mes récentes visites chez nos fournisseurs dans le domaine de l'équipement. Il convient de poursuivre la dynamique engagée pour développer une relation de confiance avec les fournisseurs des armées.

Au-delà de l'activité opérationnelle particulièrement dense, marquée notamment par la poursuite du soutien à la reconstruction de Mayotte après le passage du cyclone Chido, le soutien à l'exercice interalliés de grande ampleur Hedge Hog qui s'est tenu en Estonie, à l'exercice Athena de l'armée de l'Air et de l'Espace sur la BA120 de Cazaux et à l'exercice Warfighter de l'armée de Terre conduit avec nos alliés américains dans les camps de Champagne, le premier semestre 2025 aura été marqué par un effort continu sur l'adaptation du soutien en opération. En Afrique, ce sont trois

DICOM-GSC dissoutes cet été, dans le cadre de la ré-articulation du dispositif militaire français.

Au second semestre, nous poursuivrons l'effort engagé pour mener les projets, accélérer l'adaptation du soutien et démontrer la pertinence du Commissariat d'emploi, qui agit au quotidien dans, avec et pour les armées. Après la conception de la feuille de route, est venu le temps de sa mise en œuvre. La tournée des commissaires généraux délégués (CGD), au second semestre, sera l'occasion de s'assurer de sa bonne compréhension et de sa déclinaison à tous les niveaux dans le Service.

Le 14 juillet a été un moment particulièrement fort, permettant un lien étroit entre les armées et les français. Ces derniers ont pu aller à la rencontre de nos militaires et des combattants du soutien, découvrir leur métier et échanger sur leur quotidien. Pour la première fois, le Commissariat des armées a déployé dans les Jardins des Invalides une cuisine de campagne et a exposé au public un pan indispensable du soutien aux forces armées en opérations : la restauration. Les cuisiniers militaires et leur excellence ont été mis en avant, tout comme leur capacité d'adaptation, des conditions d'emploi

abrasives en opérations extérieures jusqu'au service prestigieux des plus hautes autorités de l'État.

Le chef d'état-major des armées nous a fixé un cap : « *engager le Commissariat vite, fort et aussi loin que nécessaire* ». Pour le tenir, il nous faut se préparer, soutenir et être prêt, en s'appuyant sur les 2 piliers de notre organisation : la chaîne EMO-CGD, et la planification avec les Centres interarmés du soutien.

En espérant que chacun a pu profiter d'un repos estival bien mérité, c'est une nouvelle saison qui démarre et l'activité de la rentrée sera de nouveau très soutenue.



Chaque action de soutien est une contribution indispensable à la puissance de l'ensemble.



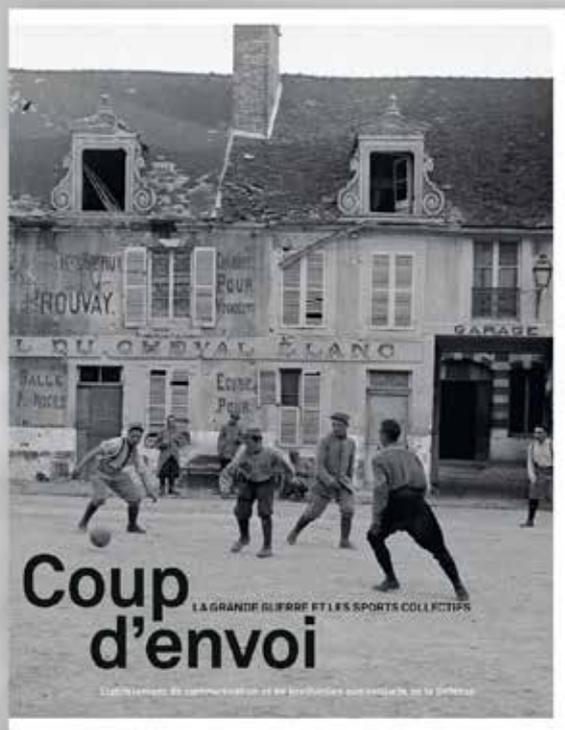
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

ecpa ▶ d

IMAGES
DÉFENSE

Coup d'envoi LA GRANDE GUERRE ET LES SPORTS COLLECTIFS



Cet ouvrage rassemble pour la première fois une collection unique de photographies témoignant de l'importance de la pratique sportive avant, pendant et juste après la Première Guerre mondiale. Entre deux montées en ligne ou dans les cantonnements, les soldats, pour se distraire et oublier les horreurs des combats, se mettent à taper dans un ballon. Une rivalité débute entre le football, le rugby et les sports introduits par les soldats américains, comme le base-ball ou le basket-ball. Et le ballon rond triomphe, chez les hommes, mais aussi – bouleversement sociétal – chez les femmes, qui rejoignent les terrains pour s'émanciper.

132 pages – 92 photographies

Format : 18,5 x 24 cm – Couverture souple

Prix : 18 € TTC



© Amedée Eywinger/ECPAD/Défense



Disponible à l'achat ici

SOMMAIRE

06 | FLASH-BACK

08 | VU SUR LES RÉSEAUX

10 | RETOUR SUR L'INFO

16 | CARTE

Engagement opérationnel du Service

18 | SCA OPS

À Mayotte, soutenir dans l'urgence

24 | RETOUR SUR...

Le 14 juillet 2025

32 | ÉVÈNEMENT

Les armées à la rencontre de leurs fournisseurs

38 | DOSSIER

Comment le SCA se prépare
à un affrontement dans le cyberspace

44 | EN IMAGE...

La saga des tenues de combat

46 | IMMERSION

Soutenir une manœuvre interalliée de grande
ampleur

56 | FOCUS

Conduire et planifier les opérations militaires
dans l'Espace : le rôle clé des conseillers juridiques

58 | ZOOM SUR...

Accompagner la mobilité des militaires

64 | RENCONTRE

Au sein des forces spéciales,
là où l'opérationnel dicte le quotidien...

Suivez le Commissariat des armées sur internet : <https://www.defense.gouv.fr/commissariat>

 **YOUTUBE**
Commissariat des armées

 **INSTAGRAM**
@Commissariatdesarmees

 **TWITTER**
@SCArmees

 **LINKEDIN**
Commissariat des armées



FLASH-BACK

11 juillet 2025.

À trois jours du défilé militaire du 14 juillet, le groupement de soutien Commissariat (GSC) Île-de-France répète pour la première fois sur les Champs-Élysées. Alignement millimétré, pas cadencé, regard déterminé et grande fierté étaient au rendez-vous de ce moment fort en émotions.

© Marion LOTTEGIER/SCA/Défense



VU SUR LES RÉSEAUX


 commissariatdesar... et 2 autres personnes
 ba709_cognac_chateaubernard · Audio d'origine



231 6

ba709_cognac_chateaubernard [#Restauration]
 Explorez en images le quotidien des #agents de #restauration du Commissariat des Armées qui oeuvrent sur la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard.

🍴🍴 Chaque jour, ils élaborent les #repas, mettent en place et assurent le #service au profit de l'ensemble du personnel de la base aérienne.

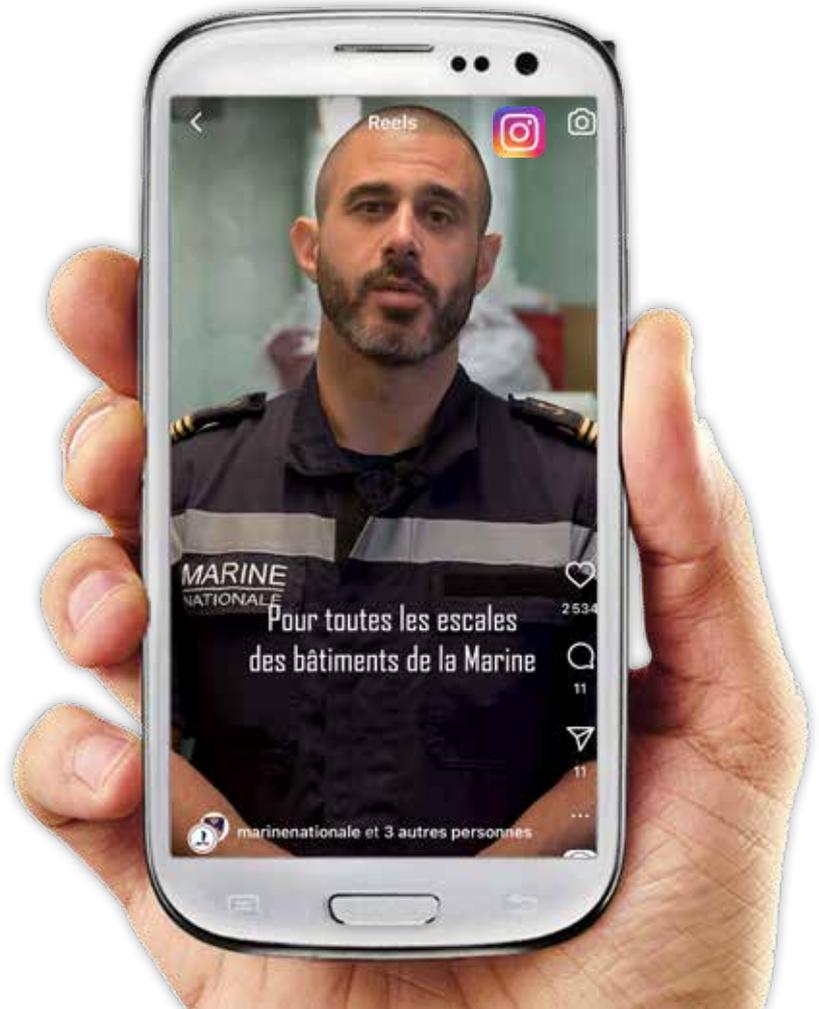
➕ Un travail d'équipe au service des autres et du #soutien #commun, sur une #base #opérationnelle de l'armée de l'Air et de l'Espace !

#frenchairforce #armeedelairdelespace
 #CohésionDéfense #FoodDefense
 @commissariatdesarmees @armeedelair
 @airterritoires @devenir_aviateur
 @armeesnouvelleaquitaine @armees_gouv




 Commissariat des armées
 22 214 abonnés
 1 sem.

Acteur majeur de la fonction achats du Ministère des Armées, le Commissariat des armées est le premier financeur des petites-moyennes entreprises ... plus

commissariatdesarmees
 commissariatdesarmees • Audio d'origine



2,3 K • Voir les statistiques Booster

102 4

Aimé par commissairesdesarmees et d'autres personnes

commissariatdesarmees #14juillet 🇫🇷 Retour en images sur l'opération de relations publiques qui s'est déroulée aux Invalides :

- Nos cuisiniers militaires ont installé une cuisine de campagne, habituellement déployée en opération. 🇫🇷
- A leur côtés: nos équipes pour présenter les métiers du soutien et les innovations en matière d'habillement et d'équipements du combattant.

@gouvmliparis @commissairesdesarmees @cirl_25 @armees_gouv @groupe_creno #14juillet #orp14juillet #Invalides #CuisiniersMilitaires #CommissariatDesArmées #ArméeFrançaise #SoutienOpérationnel #Recrutement #GastronomieFrançaise #Innovation #FiersDeServir #madeinfrance #cohésionnationale

Commissariat des armées @S... · 09 juil.

Derrière le 14 Juillet, une soutien invisible mais décisif. À Brétigny, la plateforme ferroviaire du @SCAarmees charge et coordonne les convois militaires pour Paris. Un soutien dans, avec et pour les armées.

#14Juillet #CommissariatDesArmées #Défense #CohésionNationale



5 12 699

Commissariat des armées
 @SCArmees

#14juillet Le Commissariat des armées fièrement représenté par le groupement de soutien Commissariat Île-de-France et l'École des commissaires des armées 🇫🇷



Ministère des Armées et Gouverneur militaire de...

Marcotte Olivier · 1er
 Directeur central chez Service du commissariat...
 2 j · 🌐

Fier de voir le **Commissariat des armées** défilé ce 14 juillet !

... plus



151 4 commentaires · 5 republications

Mayotte: le Commissariat des armées se mobilise pour assurer la continuité scolaire des élèves



Le passage du cyclone Chido et de la tempête Dikeledi a privé des milliers d'élèves d'infrastructures scolaires et de matériel éducatif. Dans un effort de solidarité, le ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et le ministère des Armées, ont uni leurs forces pour acquérir

et acheminer plus de 44 tonnes de fournitures scolaires à destination des élèves mahorais.

Pour appuyer le ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Commissariat des armées a mobilisé un groupement coopératif de petites et moyennes entreprises (PME) françaises, spécialisé dans la vente et la distribution de fournitures scolaires et de bureau. Au quotidien, ce marché permet à la fois de bénéficier de meilleures conditions d'achat et, à travers sa plateforme logistique, de meilleures conditions de stockage et de distribution. L'activation de ce circuit court avec une plate-forme unique connectée aux différents systèmes d'information des PME fournisseurs a ainsi permis, dans l'urgence, d'acquérir et d'acheminer 110 000 kits scolaires (cahiers, stylos, crayons, gommes, bâtons de colle...), soit 44 tonnes de fournitures, à destination de la zone portuaire de Fos-sur-Mer en vue d'un transit par mer vers Mayotte.

Le centre interarmées du soutien restauration-loisirs présente les enjeux de l'alimentation durable dans les armées au salon Restau'Co

Mi juin, à l'occasion d'une conférence sur le thème « Une alimentation durable dans les armées : mission accomplie », le commissaire général de 2^e classe Sylvie Pion, directrice du centre interarmées du soutien restauration-loisirs (CIRL), a présenté les enjeux de l'alimentation durable dans les armées en lien avec les exigences opérationnelles et de sécurité alimentaire (*Food Defense*, résilience, etc.). L'occasion pour le CIRL d'échanger avec différents acteurs de la filière de la restauration collective, dont certains partenaires majeurs du Commissariat des armées comme l'Économat des Armées (EdA), Interbev (réseau interprofessionnel Bétail et Viandes), et d'évoquer les enjeux qui sont propres aux armées. Sous l'impulsion du CIRL, l'engagement du ministère des Armées en faveur du développement durable et pour une alimentation de qualité est reconnu dans la fonction publique. L'investissement quotidien des différents acteurs permet de labéliser plus de 90% des restaurants et d'atteindre 47% d'achats répondant aux critères d'approvisionnement EGAlim. La fonction restauration est également porteuse d'innovations, comme en témoigne la démarche engagée par le SCA et le CIRL autour du projet Scan Gaspi



(en partenariat avec la société Kikléo) visant à lutter contre le gaspillage alimentaire. En un an, une réduction du gaspillage de plus de 34% a ainsi été constatée dans les 63 restaurants équipés du dispositif.

La mobilisation des acteurs de la filière restauration des armées permet de développer les compétences et les initiatives d'un réseau qui délivre chaque année plus de 40 millions de repas répondant à des besoins multiples, évolutifs et complexes.

Centenaire de la base aéronautique navale de Hyères : Le GSC Toulon en soutien du meeting aérien



37 300. C'est le nombre de visiteurs qu'a rassemblé le meeting aérien organisé par la base aéronautique navale de Hyères à l'occasion de son 100^e anniversaire.

Démonstrations en vol, rencontres avec les équipages, exposition statique d'aéronefs anciens et modernes de la Marine nationale, de l'armée de l'Air et de l'Espace, de l'aviation légère de l'armée de Terre, de la Sécurité civile ou encore la douane. Une journée mêlant histoire, démonstrations de haut vol et immersion dans le monde de l'aéronautique.

Pour soutenir un tel évènement, le groupement de soutien Commissariat (GSC) de Toulon a mobilisé pendant de nombreux mois son personnel, dont notamment celui du pôle de Hyères pour délivrer un soutien dans les domaines du transport, de l'hébergement, de la restauration et de l'équipement. Au total, ce sont près de 3 000 barrières, 400 tables, 500 chaises et environ 200 grilles d'exposition qui ont été acheminées. Environ 3 000 repas supplémentaires ont été servis et 600 nuitées ont été assurées au sein de la base ainsi que 300 nuitées au sein d'hôtels de la région. Près de 1 000 personnes ont été transportées et 30 véhicules étatiques ont été mobilisés. Un succès garanti grâce à l'implication du personnel du pôle de Hyères.

Prix Clemenceau le commissaire aspirant Jean se hisse à la troisième place !



« Vous interdisez les erreurs, vous empêchez la victoire ». C'est sur cette citation d'Antoine de Saint-Exupéry que le commissaire aspirant Jean, de la promotion Commissaire général Douillard, a démontré ses talents d'orateur lors de la finale du Prix Clemenceau le 4 juin, concours d'éloquence du ministère des Armées qui réunit toutes les écoles d'officiers devant un jury présidé par la directrice de la délégation à l'information et à la communication de la Défense.

Capacité de réflexion, art de la répartie et aisance oratoire au rendez-vous !

« Je suis très fier d'avoir représenté l'École des commissaires des armées et le corps des commissaires dans cette compétition exigeante. La finale s'est déroulée dans une ambiance très conviviale et le niveau était excellent. C'est un exercice difficile qui requiert un grand travail de préparation et de maîtrise de soi. Il faut trouver un bon positionnement par rapport au jury composé de hautes autorités ce qui n'est pas toujours chose facile... Je suis en tout cas très heureux d'être sur le podium, et on ira chercher la première place lors de la prochaine édition » a déclaré le commissaire aspirant Jean à l'issue de sa prestation.

Les enjeux de la résilience alimentaire par temps de guerre



« Comment le système alimentaire tient-il en temps d'économie de guerre ? » En mai, à l'occasion de la 3^e journée parlementaire pour la résilience alimentaire des territoires, organisée par le Conseil National pour la Résilience Alimentaire (CNRA), le Commissariat des armées, représenté par le directeur adjoint du centre interarmées du soutien restauration-loisirs (CIRL), le commissaire en chef de 1^{re} classe Steven, a évoqué les enjeux de la résilience alimentaire par temps de guerre. Un angle inconnu de la plupart des intervenants, qui a suscité beaucoup d'intérêts et permis de mettre en avant la convergence des intérêts des armées et du monde

agricole en matière de souveraineté et de résilience alimentaire, ainsi que les limites inhérentes aux spécificités militaires. « La souveraineté alimentaire de la France est une condition décisive et indispensable pour la liberté de manœuvre stratégique de la Nation et la liberté d'action de son armée [...]. Positionnée à la charnière des sphères civile et militaire, le Commissariat des armées s'inscrit résolument dans les territoires et met en œuvre les politiques publiques qui s'imposent à l'ensemble des acteurs de l'alimentation et de la restauration dans le secteur militaire » a déclaré le CRC1 Steven, avant de mettre en avant les contraintes inhérentes à l'activité militaire qui peuvent réduire la portée des pratiques vertueuses développées par le Service : « pour « gagner la guerre avant la guerre » et notamment la guerre des ressources, une planification dès le temps de paix est indispensable pour sécuriser les approvisionnements et être soumis le moins possible aux aléas géopolitiques. Mais la gestion de stocks de denrées alimentaires n'est pas contrainte : elle impose une empreinte au sol importante [...] et un dimensionnement des stocks au besoin qui deviennent cependant des cibles potentielles pour nos compétiteurs. Un dispositif permanent de surveillance, appelé dispositif de « food defense » est mis en œuvre pour s'assurer de l'absence d'intrusion ».

Appui au recrutement : le SCA s'engage aux côtés de l'EPIDE pour l'insertion professionnelle des jeunes

La Direction Générale de l'Établissement Public pour l'Insertion dans l'Emploi (EPIDE) et le Commissariat des armées ont signé une convention visant à mieux faire connaître les métiers du SCA et à susciter des vocations chez les jeunes volontaires en formation dans les centres EPIDE. Cette convention, signée par le directeur central du SCA, le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, et par la directrice générale de l'EPIDE, la Préfète Camille Tubiana, acte un partenariat initié début 2025 par le SCA dans le cadre du projet appui au recrutement et marque ainsi un engagement pour l'insertion professionnelle des jeunes et leur épanouissement, en leur offrant des opportunités concrètes et motivantes. Cette collaboration prévoit des réunions d'information, des animations d'ateliers et des stages d'immersion professionnelle au sein d'organismes du SCA, qui permettront



ainsi aux jeunes de découvrir les missions et les perspectives de carrière dans les métiers du soutien, tout en développant des compétences techniques et humaines.

Les GSC renforcent la militarité de leur personnel



Développer et entretenir la militarité, valider les prérequis de la préparation opérationnelle individuelle du combattant (POIC) et favoriser la connaissance mutuelle et la cohésion au sein des organismes. En Île-de-France, dans l'Ouest et l'Est de la France, les groupements de soutien Commissariat (GSC) sont engagés dans la préparation opérationnelle de leurs personnels. Dans la Creuse, le GSC Île-de-France a organisé son camp annuel rassemblant près de 140 personnels provenant majoritairement des différents pôles du GSC. Instruction, tirs au GLOCK, au FAMAS et au HK416, premiers secours citoyens, secourisme au combat, défense NRBC, contre-IED, TIOR, CCPM ainsi que marche de nuit étaient au programme. Sur le camp de Saint-Jean-de-Linières, le GSC Angers-Le Mans-Saumur a quant à lui organisé sa deuxième préparation opérationnelle individuelle du combattant de l'année, contribuant à accroître le niveau et le taux de projetabilité du personnel militaire du GSC. 6 instructeurs qualifiés ont accueilli 33 stagiaires dont 6 personnels provenant de la direction centrale du SCA, du GSC Brest-Lorient et du centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC). « Grâce à des contacts sur Angers, j'ai pu m'inscrire à cette formation qui m'est demandée dans le cadre de ma mutation à l'été. Les instructeurs étaient très motivés et la formation était intéressante avec notamment de nombreux matériels d'instruction au secourisme que l'on ne voit pas ailleurs. Le soutien logistique était de qualité, ce qui a favorisé la cohésion dans une bonne ambiance » témoigne le sergent-chef Amandine,

affectée au CIEC. À Mourmelon, la première édition du rallye militaire du SCA s'est tenue les 3 et 4 juin derniers. Dix équipes, représentant des GSC de toute la France, se sont affrontées pendant 18h d'épreuves sur le thème de la militarité. Le rallye s'est conclu par la remise de récompenses (dont le trophée du rallye militarité du SCA) en présence du GBR Nicolas Heuzé, sous-directeur employeur de la direction centrale du SCA, en présence de plusieurs chefs GSC ou leurs représentants. La première place a été remportée par le GSC Poitiers-Saint-Maixent, suivi des GSC de Mourmelon et de Grenoble-Annecy-Chambéry arrivés ex-aequo et du GSC Angers-Le Mans-Saumur qui a obtenu la troisième place. Le trophée du rallye militarité du SCA sera remis en jeu en 2026.



Base industrielle de soutien de Défense : le directeur central du SCA rencontre les fournisseurs de l'équipement du combattant



spécialisée dans la production de gants, et OUVRY, spécialisée dans les tenues de protection et masques NRBC. Ces trois entreprises travaillent au profit des armées françaises et en étroite collaboration avec le centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC). « L'objectif de ces visites est de développer la connaissance du tissu économique et industriel, de resserrer les liens avec nos fournisseurs et d'identifier les problématiques auxquelles ils sont confrontés. Les entreprises constituent le premier maillon de la chaîne de soutien intégrée » a déclaré le directeur central du SCA. « Dans un contexte actuel marqué par le réarmement, avec une potentielle réactualisation de la loi de programmation militaire pour faire face aux nouvelles menaces,

il est important d'entretenir des liens étroits avec les principaux fournisseurs de l'équipement du combattant ». Accompagné de son conseiller innovation, M. Jean-François Lopez, le directeur central a également pu découvrir les produits et projets innovants développés par ces entreprises.

Le Commissariat des armées est un acteur majeur de la fonction achats du ministère des Armées et le premier financeur des petites-moyennes entreprises (PME). Afin d'entretenir les relations avec ses fournisseurs, le directeur central du SCA s'est déplacé sur trois sites de production d'équipements du combattant dans la région lyonnaise le 3 juillet.

Le commissaire général hors classe Oliver Marcotte a commencé sa visite par la société JOBEL, entreprise qui fabrique notamment des bottes et gants adaptés aux risques NRBC. Il s'est ensuite rendu au sein de des entreprises ROSTAING,

Une visite et des échanges qui ont permis au directeur central du SCA de renforcer les liens du Service avec ses principaux fournisseurs, et de rappeler l'importance des PME pour délivrer un soutien au plus près des unités.



Logistique opérationnelle : fédérer les acteurs



gagements actuels des armées dans le contexte géopolitique, le général Garreta, sous-chef opérations de l'état-major des armées, a livré un retour d'expérience de la guerre en Ukraine et de ses leçons logistiques. S'en sont suivies deux tables rondes impliquant les acteurs privés du transport international afin de traiter des sujets capacitaires et de résilience de la mobilité des forces dans l'hypothèse d'un haut niveau d'engagement.

« Le séminaire organisé assied notre crédibilité opérationnelle puisque nous apprenons à nous connaître, à vous connaître, à anticiper les crises. La logistique est le cœur battant de la réactivité des armées. Sans logistique capable de déployer et de soutenir

Le Séminaire pour l'externalisation de la logistique opérationnelle des armées (SELOA 2025), a rassemblé, en avril dernier, les acteurs clés de la projection et du soutien aux forces armées, parmi lesquels des dirigeants et représentants des groupes industriels les plus actifs dans le soutien aux armées autour du thème choisi pour cette troisième édition : « Mobilité des armées, mobilisation du secteur privé », en présence du Major général des armées (MGA), le général Vincent Giraud. Après une présentation des en-

une force, vous pouvez constituer la plus belle force du monde, vous ne serez pas capable de combattre » a déclaré le général Vincent Giraud. Et le MGA de conclure: « Notre défi est bien là : comment combiner à la fois la montée en puissance d'un outil militaire structuré et le rendre vivant, en lui permettant de se déployer là où nous le devons. Etre capable de se déployer, c'est permettre à nos responsables politiques d'empêcher la politique du fait accompli et d'empêcher la loi du plus fort de s'imposer à nous ».

TF1 INFO



en 3'14

Suivez une équipe de TF1 qui retrace tout le processus des rations de combat



« Chaque fois que je rencontre des Américains, ils en demandent » : la ration militaire française fait des envieux.

Par la rédaction de TF1 INFO

Reportage : Élise REGAUD et Manon MODICOM

Publié le 30 juin 2025



Dans le nord de l'Europe, sur la base aérienne finlandaise de Tampere-Pirkkala, s'est tenu l'exercice trilatéral « ATLANTIC TRIDENT » 2025, qui a mobilisé les forces aériennes britanniques, américaines et françaises et, pour la première fois, les forces aériennes de la Finlande qui a récemment intégré l'OTAN. Pour s'assurer de la conformité légale des opérations, un conseiller juridique opérationnel a été déployé au sein du détachement français. Pour ce faire, le commissaire de 1^{re} classe (CR1) Arnaud a été inséré au cœur du centre des opérations aériennes finlandaises avec ses homologues des trois autres nations afin de proposer au commandement des solutions pour que les opérations respectent les principes du droit international humanitaire (distinction, nécessité militaire, proportionnalité, précaution et humanité). En phase de planification, le CR1 Arnaud s'est accordé avec ses partenaires de coalition sur la définition d'un ensemble de règles d'emploi de la force (ROE – rules of engagement) adaptées aux différents scénarios d'exercice (combat air-air, sauvetage au combat (*personnel recovery*), actes hostiles ou attaques sur les forces de la coalition par des moyens sol-air, etc.) tandis qu'en phase de conduite des opérations, il s'est attaché à conseiller le commandement finlandais des opérations et la *National Approval Authority (NAA)*, autorité française garante du contrôle national sur la mise en œuvre des moyens aériens français et a pu débattre avec ses partenaires sur les dossiers de ciblage proposés par la coalition.



Finlande



Liban



Emirats arabes unis



La Réunion-Mayotte



Dans le cadre de l'exercice interarmées et interalliés TULIPE 2025 mené à Madagascar dans la province de Mahajanga, la direction du commissariat-groupe de soutien Commissariat (DICOM) de la Réunion-Mayotte a armé un détachement de soutien (DETSOUT) déployé pour assurer la coordination et la conduite

du soutien logistique des forces armées françaises engagées depuis La Réunion, Mayotte et l'Hexagone. Il a notamment joué un rôle central dans la réussite de l'exercice en délivrant une réponse adaptée aux besoins opérationnels des unités engagées. Il a relevé de nombreux défis dont la réception des moyens projetés, la gestion des flux logistiques par voie maritime commerciale et militaire, le soutien de proximité, l'alimentation, le carburant, le soutien sanitaire, les matériels et la coordination avec les forces malagasys. Le tout dans un environnement tropical et contraint, marqué par l'éloignement de La Réunion et de Mayotte, témoignant ainsi l'engagement opérationnel de la DICOM et de son personnel. Si le soutien logistique fut au rendez-vous, il n'aurait pu être opérationnel sans les travaux de planification réalisés en amont de l'exercice TULIPE 2025 par les officiers de la DICOM ayant armé les fonctions de J1, de J4AISH, de J8, de LEGAD, et de chef DETSOUT, pour lesquels deux reconnaissances ont été menées à Madagascar en janvier et février 2025.

AUX QUATRE COINS DU MONDE, les organismes du SCA répondent à l'objectif d'engagement opérationnel du Service



La DICOM des forces françaises stationnées aux Émirats arabes unis (FFEAU) a soutenu l'exercice *WARM UP GULF 2025* qui s'est tenu sur le camp d'Al Hamra. 25 conteneurs de matériel de vie en campagne, trois frigos, une unité technique de lavage en

campagne (UTLC) et deux remorques douches 3000 (RD 3000) ont été déployés. La coordination étroite avec le 5e régiment de cuirassiers et la parfaite intégration du détachement du Commissariat au sein du régiment ont permis de fournir un soutien réactif et efficace pour la restauration, le montage de camp, le ravitaillement en eau et les réparations quotidiennes à effectuer sur le matériel sous des températures très élevées. L'exercice a par ailleurs permis de mettre en place un fonctionnement innovant avec l'EdA pour la restauration et de démontrer les capacités contraintes de la DICOM dans la perspective de l'exercice majeur interarmées *GULF 25* prévu en fin d'année.



Nouvelle-Calédonie



Rendez-vous incontournable pour l'entraînement conjoint des forces armées et des forces de sécurité face aux catastrophes naturelles dans le Pacifique, l'exercice *CROIX DU SUD* a rassemblé cette année 19 Nations étrangères associant leurs capacités pour se préparer à engager une opération de *Humanitarian Assistance and Disaster Relief*. L'exercice est également majeur pour la direction du Commissariat en Nouvelle-Calédonie qui est en première ligne pour apporter un soutien cohérent et efficace, grâce notamment à la constitution d'un détachement modulaire du Commissariat (DMC) assurant les fonctions de *Joint Logistic Support Group* (JLSG) sous les ordres de l'état-major interarmées des FANC. Au-delà des 30 tonnes de fret projetées, des camps de toile installés sur 5 sites et de l'accueil des nations, ce fut près de 2 000 militaires à soutenir quotidiennement au gré des opérations terrestres, aériennes et maritimes. En soutenant activement l'exercice Croix du Sud, la DICOM a relevé un défi à la hauteur de la qualité des hommes et femmes qui y servent, toujours polyvalents, investis et prêts à s'adapter en toutes circonstances pour le succès de la mission.



Conduit en Manche, en Atlantique et en mer d'Irlande, l'exercice *POLARIS* avait pour ambition de préparer la Marine nationale à des engagements de haute intensité, intégrant pleinement les champs aéromaritime, terrestre et informationnel. À bord du porte-hélicoptères amphibie (PHA) *Tonnerre*, le commissaire principal Jérémie exerce les responsabilités de commissaire embarqué sur la mission *POLARIS*, à la croisée des missions de soutien organique, de participation à la lutte informationnelle et à l'innovation capacitaire. Une mission exigeante qui a mis en lumière la polyvalence de la fonction du commissaire embarqué dans un cadre opérationnel réaliste et multidimensionnel.

À Mayotte, soutenir dans l'urgence

Rédaction : Marion LOTTEGIER
Illustrations : DICOM LRM/SCA/Défense

14 décembre 2024. Des vents atteignant les 220km/h frappent l'archipel de Mayotte, faisant de nombreuses victimes et causant des dégâts très importants. « *Nous sommes à Mayotte face une situation qui ressemble à celle d'une zone de guerre. La situation est très critique, les destructions massives (...), les routes encombrées, les communications coupées* » déclare le porte-parole de l'état-major des armées. Au milieu d'un aéroport endommagé et d'une mer déchaînée, les secouristes français font face à un vrai casse-tête logistique pour répondre aux besoins de première nécessité. Face à l'urgence de la situation, les Armées se mobilisent pour porter assistance à la population, délivrer vivres, matériels et personnels et reconstruire l'archipel. Un dispositif qui requiert un soutien conséquent, délivré par la direction du Commissariat des forces armées dans la zone sud de l'Océan Indien (DICOM FAZSOI), de la phase d'urgence à la phase de reconstruction.

Retour sur une opération de soutien d'envergure, dans l'urgence.

Réactivité et simultanéité

« *La DICOM FAZSOI est un véritable couteau suisse car elle embarque toutes les capacités de soutien Commissariat et doit ajuster en permanence et au quotidien cette capacité à soutenir l'ensemble des forces en temps de paix mais également à l'occasion de leur déploiement dans le cadre d'une projection de force ou pour faire face aux événements climatiques propres à la région. Dans ce cas, elle doit être en mesure de générer un détachement modulaire du Commissariat (DMC), tout en continuant de soutenir et d'être attentif sur l'ensemble des emprises des FAZSOI car une des caractéristiques du soutien Commissariat outre-mer est d'être présent partout et de s'adapter au terrain de déploiement* » déclarait le directeur central du service du commissariat des armées (SCA), le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, lors d'une visite à La Réunion, quelques jours avant le passage du cyclone Chido.

Le cyclone Chido a laissé derrière lui l'archipel de Mayotte

meurtri et, face à l'urgence de la situation, tous les moyens de la DICOM FAZSOI ont été mobilisés pour mettre en œuvre les fonctions de soutien Commissariat au profit des unités déployées.

« *La mission intérieure CHIDO constitue une opération majeure pour la DICOM FAZSOI, impliquant la mise en œuvre simultanée et continue de plusieurs fonctions de soutien Commissariat, nécessitant ainsi, au-delà de ses missions « classiques » de dédier des capacités en ressources humaines et matérielles au profit du détachement modulaire du Commissariat déployé à Mayotte et au profit du centre des opérations interarmées de la zone de défense et de sécurité (COIAZDS) des FAZSOI* » témoigne le commissaire en chef de 1re classe Nathalie, chef de la DICOM FAZSOI.

L'intégration de la DICOM au centre des opérations interarmées de la zone de défense et de sécurité (COIAZDS) en amont du passage du cyclone, notamment par l'armement des postes de J1 (personnel), conseiller juridique (LEGAD), J4SF (soutien



des familles), J8 (finances) et AISH (adjoint interarmées soutien de l'Homme), a permis la mise en œuvre d'un soutien réactif et simultané.

Dès le passage du cyclone, un détachement SCA a été mis en place sur la base aérienne (BA) 181-Gillot. Armé par 29 personnels, il a permis la mise en œuvre d'un hub logistique et humain conséquent. Le renforcement des structures, dont la transformation du pool « transport » en site d'hébergement, a permis d'assurer le soutien vie des unités (forces de sécurité intérieure, sécurité civile, etc.) arrivant en renfort de métropole et transitant par La Réunion avant d'être déployées sur Mayotte par voie aérienne militaire (VAM). Ce détachement SCA a par ailleurs joué un rôle majeur lors de l'évacuation temporaire de ressortissants vers l'Hexagone (voir infra). Dans le même temps, les pôles « Réunion Nord » et « Réu-



Le soutien délivré à Mayotte suite au cyclone CHIDO constitue une opération majeure pour la DICOM-GSC FAZSOI, impliquant la mise en œuvre simultanée et continue de plusieurs fonctions de soutien Commissariat.

nion Sud » de la DICOM se sont mobilisés pour préparer les ressources nécessaires au soutien des unités déployées sur Mayotte : des rations de combat individuelles réchauffables (RCIR), de l'eau embouteillée, du matériel de projection, un module 150, des véhicules et du matériel de levage ont été préparés avant expédition. Dès le 17 décembre, un premier détachement modulaire du Commissariat (DMC) a pu ainsi être installé dans les infrastructures réquisitionnées d'un pôle d'enseignement professionnel de Petite Terre pour œuvrer au profit d'une compagnie du 2^e régiment parachutiste d'infanterie de Marine (2^e RPIMa).

Enfin le rôle du conseiller juridique (LEGAD) a été primordial compte-tenu des nombreuses demandes de concours ayant été adressées aux FAZSOI :

- durant la phase d'urgence, il a permis de formaliser clairement le dialogue civilo-militaire conduit par les autorités en vue d'appuyer les mesures d'urgence exceptionnelles ;



- durant les phases suivantes de stabilisation et de reconstruction il a su mettre en place des procédures « cadres » pour asseoir certaines particularités, en raison notamment de la récurrence des demandes de concours.

Garantir la réactivité et la disponibilité du soutien opérationnel

Le pont aérien mis en place depuis La Réunion a permis l'apui direct de la DICOM à Mayotte par l'approvisionnement et l'envoi de ressources nécessaires : plus de 280 000 tonnes de vivres (RCIR et eau embouteillée) ont ainsi été acheminées vers l'archipel. La relocalisation du DMC de Petite-Terre sur le site des Badamiers a imposé le montage et la mise en œuvre d'un nouveau camp de toile à l'aide de modules 150 en provenance de La Réunion pour assurer les missions d'hébergement et d'alimentation au profit du personnel projeté. Bien impliquée au sein du COIAZDS, la DICOM a intégré le groupe de travail en charge du lieu d'implantation du bataillon « reconstruction » (BATREC), apportant ainsi toute l'expertise nécessaire au dimensionnement et à la préparation des chantiers. À la suite de la décision d'implantation du BATREC à Combani (Grande Terre), un second camp de toile a été déployé à partir de ressources acheminées par affrété maritime en provenance des établissements logistiques du Commissariat (ELoCA) de Brétigny et de Marseille. Une antenne du DMC Mayotte a été créée pour délivrer un soutien au plus près du bataillon. Le soutien



financier délivré par la DICOM-GSC et notamment par le J8/SH a permis au BATREC d'acquérir le matériel, l'équipement et les engins nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Le suivi logistique des matériels par le pôle Commissariat de Mayotte a permis une vision précise de la situation.





La DICOM-GSC FAZSOI est un véritable couteau suisse car elle embarque toutes les capacités de soutien Commissariat et doit ajuster en permanence cette capacité à soutenir l'ensemble des forces à l'occasion de leur déploiement [...] pour faire face aux évènements climatiques propres à la région.

Forte de ces appuis du Service, coordonnés par l'état-major opération du SCA également mobilisé sans discontinuer, la DICOM FAZSOI a pu garantir la réactivité et la disponibilité du soutien opérationnel nécessaire aux forces armées et renforts en recourant à l'envoi de ressources logistiques par voie aérienne stratégique (A400M ou ANTONOV) ou par voie maritime et de personnels qualifiés pour la renforcer dès le début de la phase d'urgence.



La DICOM FAZSOI, et à travers elle l'ensemble du Commissariat des armées, a pleinement démontré sa capacité à assurer son contrat opérationnel notamment par la projection d'un DMC, et sa parfaite intégration au sein des échelons de commandement. Elle a su assumer des fonctions essentielles au soutien de la force dans le cadre d'un engagement opérationnel, permettant la résilience du personnel engagé dans la manœuvre et une capacité continue d'adaptation et d'innovation au regard de l'urgence de la situation.

Alors que la phase de reconstruction a débuté fin avril, le soutien délivré par le DMC Mayotte et son antenne de Combani demeurent indispensables à la mission du BATREC composé désormais de plus de 300 personnels. Un soutien efficace, grâce à la capacité du DMC à s'ajuster aux effectifs à soutenir et aux missions de soutien requises.



Soutenir les familles

Au vu de la situation sur place, un rapatriement vers la métropole a été proposé aux familles de militaires résidant à Mayotte et ce dès le 20 décembre, bénéficiant des vols retours des VAM mises en place depuis la métropole pour l'acheminement de l'aide.

C'est une opération très proche d'un RESEVAC qui s'est ainsi mise en œuvre, impliquant :

- le DMC et la DICOM FAZSOI pour l'accueil des familles avant embarquement ;
- les GSC d'Orléans et Istres pour l'accueil des VAM en métropole. Grâce à leur mobilisation technique (mise à disposition des capacités d'alimentation, d'hébergement, réservation d'hôtellerie...) et humaine (constitution d'équipes ad hoc, organisation de collectes, recherche de solutions adaptées pour l'accueil de familles avec enfants dont des

bébés...) ces deux unités ont assuré un retour aussi serein que possible aux familles ;

- le CIMob et le CISAP pour la prise en compte des situations individuelles : droits à solde, accès aux meubles laissés en dépôt en métropole, changements de résidence anticipés par rapport au PAM ...

Fait notable, les structures ont également accompagné le retour à Mayotte des familles en ayant fait la demande dès que la situation a été stabilisée

Il faut enfin noter l'effort mené par la DICOM pour contribuer à la recherche et la collecte d'informations au profit des militaires d'origine mahoraise basés en métropole, sans nouvelles de leurs familles dans les premiers temps suivant le passage du cyclone du fait de la coupure des voies et moyens de communication. ■



14 juillet 2025

le Commissariat des armées engagé et fier

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER/SCA/Défense ;

Erwan RABOT/SGA/Défense ; ECPAD/ Défense ;

Pascale DEJARDIN/SCA/Défense ;

Mathilde DION/SCA/Défense ; Alexandre PHOU

Chaque année, le défilé du 14 juillet résonne dans les foyers français. Derrière cette grande parade militaire se cache une organisation millimétrée, résultat d'une mobilisation collective et d'une coordination interarmées.

Parmi les acteurs clés : le Commissariat des armées, pilier discret mais fondamental d'une journée à succès.

RÉPÉTER POUR ÊTRE PRÊT À DÉFILER EN ORDRE SERRÉ

Défiler sur la plus belle avenue du monde à l'occasion de la fête nationale est un honneur qui se mérite. Si le Jour-J est une réussite parfaite, il n'est pas moins la concrétisation d'un entraînement exigeant pour les unités défilantes. Le Commissariat des armées était cette année représenté par deux blocs : un bloc « soutien aux engagements opérationnels », représenté par le groupement de soutien Commissariat Île-de-France, mis à l'honneur pour sa forte implication dans le soutien à la force de sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, et un bloc « Écoles » dans lequel défilaient les élèves-officiers de la promotion « Commissaire général Douillard » de l'École des commissaires des armées (ECA). « *C'est la première fois que le groupement de soutien Commissariat Île-de-France défile pour le 14 juillet ; c'est donc un moment très fort pour cette « jeune » unité créée il y a seulement*



cinq ans. Nous sommes très fiers et conscients de la chance que l'on a de pouvoir défiler sur les Champs-Élysées devant les plus hautes autorités civiles et militaires. En tant que chef du GSC, c'est une immense fierté de défiler avec mon unité et représenter le Commissariat des armées. C'est un moment d'autant plus fort que nous présentons pour la première fois le nouvel insigne et le fanion du GSC » témoigne le commissaire général de 2^e classe Olivier Avérous, chef du GSC IdF.



C'est la première fois que le groupement de soutien Commissariat Île-de-France défile pour le 14 juillet.

C'est donc un moment très fort pour cette « jeune » unité créée il y a seulement cinq ans.





RAYONNER ET RENCONTRER

Le Commissariat des armées était aux côtés de l'armée de Terre, de l'armée de l'Air et de l'Espace, de la Marine nationale et des directions et services du ministère des Armées pour rencontrer le public et échanger avec lui sur ses missions, ses métiers et les nombreuses voies de recrutement offertes, tant aux civils qu'aux militaires. À cette occasion, le Service a exposé au public un pan indispensable du soutien aux forces armées en opérations : la restauration. Pour la première fois, une cuisine de campagne, déployée habituellement sur les théâtres d'opération, a été installée dans les Jardins Nord de l'Hôtel national des Invalides. Trois cuisiniers militaires, lauréats de différentes éditions du concours culinaire militaire international, ont cuisiné tout au long de la journée pour le public afin de faire découvrir leur quotidien et le métier de cuisinier dans les armées. Les cuisiniers militaires et leur excellence ont ainsi été particulièrement mis en avant, tout comme leur capacité d'adaptation, des conditions d'emploi abrasives en opérations extérieures jusqu'au service prestigieux

des plus hautes autorités de l'État. Et en plus de ravir les papilles du public, l'opération s'est inscrite dans une démarche caritative grâce à la récolte de fonds au profit de l'association Solidarité Défense ! Une opération conduite grâce à l'implication de différents acteurs, grandement appréciée du grand public et félicitée par le directeur central du Service et le gouverneur militaire de Paris, au cours de laquelle l'importance du soutien, de l'engagement et de la cohésion ont été vivement ressentis.

Outre le déploiement de la cuisine de campagne et la mise en lumière du soutien restauration, le Commissariat des armées a exposé, dans la cour d'honneur des Invalides, ses dernières innovations dans le domaine de l'équipement du combattant. Le grand public a ainsi pu découvrir, grâce à la présence d'experts du centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC), le nouveau treillis bariolage multi-environnement (BME), les équipements grand froid ainsi que les différentes structures balistiques, indispensables pour assurer la protection du combattant.





Visionnez les vidéos YouTube du 14 juillet





DERRIÈRE UNE JOURNÉE COURONNÉE DE SUCCÈS, UN SOUTIEN DE L'OMBRE

Pour répondre à l'exigence d'un soutien de haut niveau, plusieurs acteurs du Commissariat des armées furent mobilisés, dont notamment le groupement de soutien Commissariat (GSC) Île-de-France et l'établissement logistique du Commissariat des armées (ELoCA) de Brétigny-sur-Orge. Déploiement de matériels de vie en campagne sur les différents sites de stationnement, équipement des unités, restauration, transport...des missions de soutien discrètes mais essentielles, conduites avec rigueur, anticipation, réactivité et professionnalisme et délivrées à l'ensemble des unités défilantes. Avec ses 240 conteneurs, 180 remorques et une capacité d'intervention éprouvée, l'ELoCA de Brétigny s'est imposé comme un

acteur clé de la projection des forces armées grâce à une parfaite adaptation aux besoins spécifiques du 14 juillet : volumes importants, délais serrés, exigences de présentation et impératifs de sécurité renforcés. Logisticiens, magasiniers, conducteurs, mécaniciens, personnels civils et militaires...tous ont œuvré pour que chaque unité défilante dispose à temps du matériel nécessaire. Un travail exigeant aux enjeux multiples : garantir la performance logistique sans compromettre la sécurité, tout en contribuant à la réussite d'un événement emblématique de l'excellence militaire française. « *Le soutien de l'homme est au cœur du sujet des défilants. L'ensemble des troupes a besoin d'être accueilli, hébergé, nourri, tout au long d'une grosse semaine de préparation et il faut que cela se passe bien pour l'ensemble des troupes puisque c'est comme cela et grâce à cela qu'elles défilent le mieux possible le 14 juillet* » a déclaré le directeur central du SCA, le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte. Plus de 7 000 militaires d'horizons différents, nationaux et étrangers, ont ainsi été accueillis, hébergés, nourris et transportés grâce à un dispositif de soutien rigoureux et robuste, dans, avec et pour les armées, qui s'est ajouté au soutien courant délivré au quotidien par le GSC. ■



Le soutien de l'homme est au cœur du sujet des défilants. [...] Il faut que cela se passe bien pour l'ensemble des troupes puisque c'est comme cela et grâce à cela qu'elles défilent le mieux possible le 14 juillet.







Les armées à la rencontre **de leurs fournisseurs**

**Retour sur la 1^e édition des Rencontres du Commissariat
pour l'Innovation et l'Équipement des Forces**

Rédaction : CR1 Émilie ROBLOT

Illustrations : Gustave KLINGER-ZIND/ECPAD/DEFENSE

Pour la première fois, Abilis, Boche, Europrotect, Innovation for Shelter International, Marck et Balsan, MSA France, Paul Boyer Technologies, Tismail et une trentaine d'autres sociétés de la Base Industrielle de Soutien de Défense se sont réunies le 21 mai 2025 sur le site du Quartier Général Estienne à Rambouillet, à l'occasion de la 1^e édition des Rencontres du Commissariat pour l'Innovation et l'Équipement des Forces. Organisé par le centre interarmées du soutien Equipements Commissariat, cet évènement a rassemblé plus de 200 personnes dont une quarantaine de représentants des armées, directions et services du ministère des Armées et du ministère de l'Intérieur ainsi que plusieurs attachés de défense étrangers. Pour la première fois, les prescripteurs de besoins et les fournisseurs ont eu l'opportunité d'échanger directement pour encourager le développement de solutions de soutien opérationnel innovantes et assurer la mobilisation économique et industrielle afin de garantir un soutien résilient des forces armées.



Pour l'occasion, le général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, a ouvert cette édition, aux côtés du commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, directeur central du service du commissariat des armées (SCA). Deux tables-rondes autour des thèmes « Economie de guerre et mobilisation économique » et « Anticiper les besoins dans un monde incertain » ont ponctué la journée alors que des stands de la BISD et du SCA présentaient des équipements individuels (treillis, tenues de service courant, accessoires d'habillement...) et du matériel du soutien de l'Homme (unité de laverie de campagne, climatiseur, conteneur de préparation, conteneur frigorifique, tente de protection collective NRBC, tente économique grand froid...).

« La révolution dans les effets capacitaires concerne directement l'équipement des forces »

Après une visite dynamique des stands, le chef d'état-major des armées a ouvert la journée : « Ces rencontres s'inscrivent pleinement dans les réflexions menées actuellement et les transformations à opérer pour être prêt à s'engager dans un conflit de haute intensité. La révolution dans les effets capacitaires concerne en effet directement l'équipement des forces. [...] Je remercie les partenaires, les fournisseurs et chercheurs, tous ceux qui expérimentent des solutions adaptées pour le défi de la haute intensité. Le soutien de l'Homme est un domaine compliqué parce que chacun individuellement a des attentes très précises pouvant parfois découpler le taux d'insatisfaction et la critique. ». Si l'équipement de base doit être produit en masse, des équipements spécialisés doivent être distribués dans certaines circonstances, en respectant le juste prix, la durabilité et l'utilisation du produit, précise-t-il.



Votre rôle pour les femmes et hommes qui s'engagent, est de les équiper, les habiller et les nourrir. C'est vital et l'effet sur le moral est extraordinaire.

Si l'évolution rapide et continue des enjeux internationaux oblige les armées à se transformer en permanence, le soutien Commissariat doit faire preuve d'agilité et d'une réactivité accrue, pour intégrer les dernières innovations technologiques : « *La révolution dans les effets capacitaires, y compris pour l'équipement du combattant, passe par l'innovation. C'est indispensable pour ne pas être déclassé et pour continuer à avoir les meilleurs équipements possibles pour nos Hommes* », a précisé le général d'armée Thierry Burkhard. Cette innovation passe notamment par de l'adaptation des équipements aux théâtres d'opérations : « *Les conditions météorologiques évoluent en fonction des opérations. Il y a cinq ans, il était plutôt question de tentes équipées de climatiseurs car il faisait particulièrement chaud au Sahel. Tandis qu'aujourd'hui, il est indispensable de chauffer les tentes déployées en Estonie. Les besoins évoluent et l'innovation doit permettre d'y répondre le mieux possible* », ajoute-t-il avant de conclure : « *Le soutien de l'homme n'est pas annexe. Votre rôle pour les femmes et hommes qui s'engagent, est de les équiper, les habiller et les nourrir. C'est vital et l'effet sur le moral est extraordinaire* ».

Échanges, débats, retours d'expériences : dialogue entre les prescripteurs de besoins et les fournisseurs

Les deux tables-rondes ont accueilli près de 10 invités, prescripteurs de besoins comme fournisseurs. L'objectif : échanger, débattre, partager son retour d'ex-



périence autour de sujets d'actualités, et réfléchir à de nouvelles solutions pour le soutien de l'Homme dans un contexte d'économie de guerre. Si la première table-ronde a permis aux fournisseurs de s'adresser aux armées dans l'optique de tracer un état des lieux des filières ou encore d'incarner les difficultés rencontrées dans ce contexte d'économie de guerre, la seconde table-ronde a plutôt donné la parole aux armées pour recontextualiser le processus de naissance d'un besoin jusqu'à sa livraison et éclairer sur les spécifications techniques, souvent très pointues.



Visibilité sur les commandes, délais et contingences d'approvisionnement, normes européennes : le point de vue des fournisseurs

« Notre enjeu, c'est d'insister sur le fait que l'équipement textile est un produit industriel complexe dont la fabrication passe par de multiples transformations et nécessite de multiples expertises. La chaîne d'approvisionnement passe donc par de nombreux maillons essentiels et fonctionne en flux tendu. Notre filière est en effet composée de petites et moyennes entreprises mais également d'entreprises de taille intermédiaire, performantes, innovantes, compétitives mais qui n'ont évidemment pas les moyens financiers d'une entreprise de taille mondiale. Il est indispensable qu'elles aient de la visibilité sur les commandes fermes parce que leur trésorerie leur permet d'embaucher pour investir et garantir la chaîne d'approvisionnement », a commenté le président de la FACIM - représentant les industriels français de textiles, vêtements, chaussures et équipements dédiés

aux équipements du ministère des Armées, de l'Intérieur et de la Sécurité civile - durant la première table-ronde.

À ses côtés, le directeur de la société Tex Bell (groupe industriel belge spécialisé dans le tissage), le directeur de Paul Boyé Technologies (l'un des premiers fabricants européens d'uniformes et de tenues de combat), le directeur de Zhendre (fabricant français spécialisé en génie climatique frigorifique et autres solutions mobiles adaptées aux conditions extrêmes), ainsi que le directeur du centre interarmées du soutien Équipements Commissariat (CIEC), le commissaire général de 2^e classe Renaud Dutt, qui s'est également exprimé : « Nous disposons aujourd'hui de moyens financiers qui nous ont été donnés par la Loi de Programmation Militaire 2024-2030 pour faire face à ces nouveaux enjeux en nous permettant de disposer de nouveaux équipements adaptés aux missions. [...] La difficulté pour nous réside dans notre capacité à donner de la visibilité à nos industriels ; garantir un flux de commandes et une visibilité sur les commandes à venir de manière pluriannuelle est particulièrement complexe du fait des schémas budgétaires annuels. Une épée de Damoclès pèse bien souvent sur la ressource attribuée en début d'année avec des risques de gel par exemple. L'autre point de vigilance concerne évidemment l'adaptation des effets qui s'accompagne d'une accélération des transitions de gamme. Nous avons par exemple fait évoluer quatre fois le treillis en l'espace de dix ans. Nous sommes conscients que derrière, c'est tout le dispositif qui est mis sous tension ».

Sur le plan de l'habillement, Jacques Boyé Technologies (de la société Paul Boyé Technologies) s'est exprimé sur la résilience de la filière textile européenne : « La filière textile européenne actuelle est résiliente et globalement financièrement solide. Les sociétés qui existent encore aujourd'hui, ont depuis 50 ans réussi à surmonter de multiples crises, avec une guerre économique avec l'Asie. Nous avons réussi à survivre grâce à une constante remise en question. Nous avons investi énormément dans le développement de nouvelles solutions technologiques, demandées entre autres par les forces armées. J'ai d'ailleurs été très heureux d'entendre le chef d'état-major des armées énoncer que le matériel militaire est comparable sinon supérieur au matériel disponible dans le civil ». L'économie de guerre impose désormais aux industriels de produire plus, plus vite et à moindre coût.



« Les spécificités et les contraintes de l'industrie textile sont fondamentalement différentes des contraintes de la filière confection, davantage axée sur la main d'œuvre » nuance Jacques Boyé Technologies avant de préciser : « Dans le monde d'aujourd'hui, peu d'usines savent produire des effets de combat avec le niveau de qualité exigé des armées. Quand nous avons la chance d'avoir des industriels en France qui possèdent des usines, que ce soit dans le Maghreb ou ailleurs, il est essentiel de préserver ces outils. [...] Aujourd'hui, la France possède 80 à 90% de la valeur ajoutée ; le reste est importé. Nous avons réussi à garder toute la partie amont de la confection, à savoir les patronages, le modélisme, la création des produits, la recherche ».

Expressions de besoin, hypothèse d'engagement majeur, le combattant en 2040 : le point de vue des armées

La seconde table-ronde a rassemblé les armées ainsi qu'une représentante de la division technique et innovation du CIEC et un représentant de la division achats publics de la plateforme Commissariat de Rambouillet.

Le micro a d'abord été tendu à un porte-parole de l'état-major de l'armée de Terre qui s'est dans un premier temps exprimé sur l'expression de besoin au sein de l'armée de Terre : « Quand on pense à l'armée de Terre, on pense à des soldats qui portent un sac à dos, qui vivent sur le terrain et qui manœuvrent là où on nous le demande. Cependant, l'armée de Terre est aussi composée de soldats spécialistes. Nous avons un besoin, mais ce besoin doit être adapté à toutes les spécialités et à toutes les armes dont nous disposons. À cela s'ajoute l'ensemble des militaires qui servent en métropole, en opérations extérieures, sur des exercices ou encore sur Sentinelle ». Pour construire son besoin dans un processus capacitaire, l'armée de Terre fusionne l'ensemble des besoins des unités pour les trier, afin d'en produire un unique effet. En parallèle, l'hypothèse d'engagement majeur a longuement été abordée. Si elle change les priorités, elle oblige les armées à recruter davantage ; par exemple, par le biais de réservistes- et donc de s'équiper en masse. Pour la Marine nationale, la priorité reste d'équiper le marin ; pour ce faire, elle a fait le choix de stabiliser les évolutions notamment sur les tenues



de service courant avec lesquelles les marins travaillent quotidiennement dans l'optique de privilégier la haute intensité. Pour l'armée de Terre, le constat est semblable : *« On ne s'évertue pas à produire tous ces équipements d'excellente qualité pour se rendre compte qu'on ne peut pas les utiliser en temps de guerre. Le seul vrai changement pour l'armée de Terre est la question de l'échelle ».*

Et à quoi ressemblera le combattant en 2040 ? Si la Marine nationale mène de son côté des réflexions sur la tenue de protection de base qui endosse plusieurs rôles (tenue de pompier, tenue de travail et tenue de combat), pour l'armée de l'Air et de l'Espace, la réflexion porte davantage sur la combinaison de vol : *« Un pilote d'hélicoptère, lorsqu'il réalise une mesure aérienne de sécurité en terrain hostile, va porter un gilet pare-balles qui peut rapidement devenir inconfortable avec sa combinaison de vol comportant des fermetures éclair ».* Pour l'armée de terre, la réponse diffère : *« Nous sommes arrivés au bout de ce que nous voulions pour le combattant : un treillis confortable, facile à porter et qui sèche vite. Nous revenons sur le trip-tique mobilité, protection et durabilité ».* Si les armées n'ont pas les mêmes expressions de besoin, l'objectif converge : attendre des fournisseurs qu'ils puissent atteindre un niveau de performance élevé dans l'ensemble de ces trois grands piliers.



En conclusion, le directeur central est intervenu pour s'exprimer devant l'ensemble des armées et industriels présents : « *Au bilan, nous devons évidemment équiper le soldat, l'aviateur et le marin en toute circonstance, toute l'année et dans tous les climats. Cette dimension renforce l'obligation d'avoir cette réflexion commune et cette conjonction de critères et d'exigence pour être au rendez-vous. [...]* La Loi de Programmation Militaire permet de mettre des moyens supplémentaires dans le domaine de l'habillement et du soutien de l'Homme. C'est ce que nous avons engagé avec vous, les industriels et les armées, pour continuer de progresser ».

Si cette 1^e édition des Rencontres du Commissariat pour l'Innovation et l'Équipement des forces a permis de faire rayonner la Base Industrielle de Soutien de Défense indispensable à la cohérence d'ensemble des forces armées françaises, elle illustre le rôle intégrateur du Commissariat des armées pour concevoir, réaliser et déployer des équipements adaptés aux besoins opérationnels des armées. Mais surtout, elle renforce le partenariat des armées avec leurs fournisseurs en matière d'habillement et d'équipement du combattant. ■



Visionnez la vidéo de cette journée



Nouveaux champs de bataille

comment le SCA se prépare à

UN AFFRONTMENT DANS LE CYBERESPACE ?

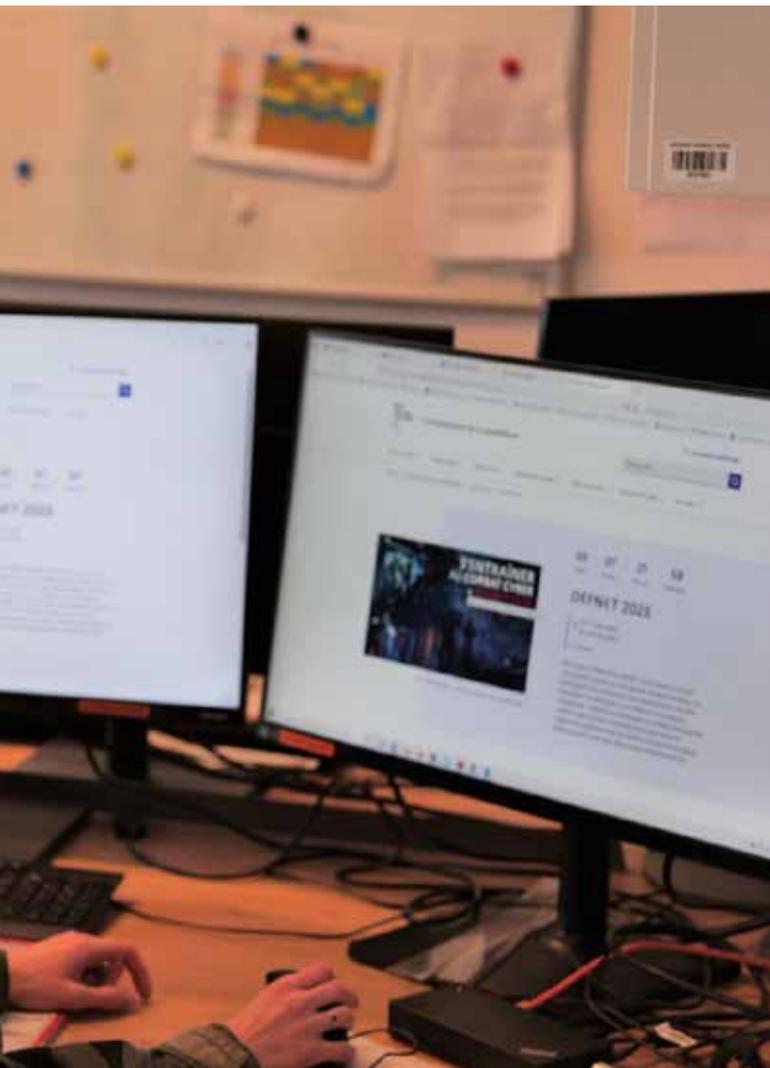
Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Bérénice Desprez/SCA/Défense ;
COMCYBER/Défense

La crise débute par des signaux discrets. Quelques bugs informatiques sur des réseaux internes, des pannes électriques isolées... puis tout s'accélère, des données erronées transmises aux cockpits entraînent une collision entre deux avions. Le trafic aérien est suspendu. Les véhicules, la logistique automatisée et les systèmes d'information pour l'administration du personnel cessent de fonctionner, provoquant une paralysie totale des Armées. Seul le fantassin doté de son armement individuel peut continuer sa mission mais sans aucun moyen de communication... Ce scénario est heureusement fictif, mais le risque est bien réel. Les systèmes d'information sont omniprésents, aussi bien dans la sphère privée que professionnelle, et le non-respect des règles de sécurité sur ces systèmes peut engendrer des failles de sécurité menaçant l'ensemble du ministère. Dans un monde où la guerre ne se joue plus seulement sur les champs de bataille mais aussi derrière un écran, l'armée française figure parmi les cibles prioritaires d'acteurs malveillants. Et les attaques ne ciblent pas uniquement les serveurs militaires classés « secret défense » ;



les structures de soutien sont elles aussi au cœur de l'attention des adversaires. Pour le Commissariat des Armées, la mission est alors simple : se protéger face à ces risques. C'est là qu'entre en jeu la chaîne cyber du SCA. **Décryptage.**



L'ARMÉE, UNE CIBLE DE CHOIX

Le cyberspace est aujourd'hui le 5^e champ de conflictualité. « *Le cyberspace est un lieu d'échange et de communication entièrement créé par l'humain. Il est, aujourd'hui, un milieu de confrontation à part entière, transversal à tous les autres (terre, mer, air et espace). Des acteurs privés et étatiques y déploient des agressions de plus en plus décomplexées. Nul ne peut ignorer ce combat cyber qui cherche à impacter toutes les missions des armées* » témoigne le général Bonnemaïson, commandant de la cyberdéfense (COMCYBER). Caractérisé par une forme de

contestation permanente dans lequel la liberté de manœuvre est contestée, le cyberspace est un milieu traversant, présent partout, dans tous les domaines. Il est nécessaire de se protéger et de protéger nos systèmes de défense contre des éventuelles attaques extérieures. « *Le cyberspace est un espace qui est en permanence contesté et donc qui appelle à se protéger. [...] Nous devons en permanence nous assurer de la sécurité de nos systèmes de défense ; c'est l'objet de la posture permanente cyber qui regroupe nos capacités à détecter une menace, à l'anticiper et à la contrer* » précise le commissaire de 1^{re} classe Valentin, conseiller juridique au Commandement de la cyberdéfense. Pour maintenir la posture permanente cyber, le Commandement de la cyberdéfense agit dans trois domaines de lutte : la lutte informationnelle défense (LID), la lutte informatique offensive (LIO) et la lutte informatique d'influence (L2I). Ses missions ? Protéger les réseaux du ministère des Armées, être en capacité de réagir face à l'adversaire qui chercherait à pénétrer ces réseaux, développer des capacités offensives pour être en mesure d'agir dans le cyberspace en cas de conflit armé et faire de la lutte informatique d'influence dans le champ cyber-informationnel.

DES ACTEURS MENAÇANTS AUX AMBITIONS RÉELLES

Les menaces auxquelles les armées font face sont organisées et sont pour la plupart le fait d'États étrangers, certains pays investissant massivement dans la cyberguerre pour espionner, déstabiliser, voire désinformer. Leur motivation ? Le renseignement stratégique, le sabotage discret ou la simple déstabilisation. Parmi les modes opératoires d'attaque¹ étatiques les plus actifs à l'échelle mondiale, nous retrouvons :

- APT28/Fancy Bear (Russie) : connu pour ses campagnes de phishing et de vol de données contre des institutions militaires et gouvernementales,
- Lazarus Group (Corée du Nord) : redoutables en matière de fraude financière et d'opérations de collecte de renseignement,
- APT34/OilRig (Iran) : souvent liés à des opérations de compromission des ressources humaines et logistiques,
- Charming Kitten (Iran) ou APT40 (Chine) : spécialistes du ciblage d'individus via des profils faux ou usurpés sur les réseaux sociaux.

¹ Le MOA désigne un ensemble de techniques, tactiques et procédures mises en œuvre par un exécutant



LES RÉSEAUX SOCIAUX : UN TERRAIN D'OPÉRATION DISCRET ET REDOUTABLE

L'avènement des réseaux sociaux a marqué un tournant dans la circulation de l'information. Celle-ci se diffuse quasi instantanément sur l'ensemble du globe, s'affranchissant ainsi du temps et des frontières géographiques. Les réseaux sociaux révolutionnent notre rapport à l'information : 46% des français s'informent quotidiennement sur les réseaux sociaux ou auprès des influenceurs. Face à ces nouvelles habitudes numériques, les infox (fausses informations), conçues spécifiquement pour influencer les opinions publiques, circulent de manière effrénée. Et pour plus de 88% d'entre elles, elles se propagent par le biais des réseaux sociaux. L'information est manipulée et distinguer le vrai du faux s'avère de plus en plus difficile. Les réseaux sociaux professionnels comme LinkedIn ne sont pas qu'un tremplin de carrière : ils sont devenus de véritables zones de guerre de l'ombre et des terrains où les services de renseignement étrangers mènent des campagnes sophistiquées d'ingénierie sociale. Récemment, des cas d'agents nord-coréens se faisant passer pour des recruteurs dans la cybersécurité sont entrés en possession



Le cyberspace est un espace qui est en permanence contesté et donc qui appelle à se protéger. Nous devons en permanence nous assurer de la sécurité de nos systèmes de défense.

d'informations personnelles et techniques en se procurant des CV de professionnels. Plus près de nous, des militaires français ont été approchés par des profils fictifs sur LinkedIn, proposant des missions à l'étrangers ou des partenariats de recherche².

Les objectifs recherchés ? Cartographier les réseaux, identifier des profils sensibles, initier un dialogue pour obtenir des informations ou tester des réactions et infiltrer un appareil *via* des liens ou des pièces jointes piégées. Face à ces risques, le SCA est vulnérable : la logistique, les données personnelles, les marchés publics que manipulent le Service dans le cadre de ses missions opérationnelles ont une valeur stratégique clé pour les cyber attaquants. En tant qu'acteur central du soutien aux forces, le Commissariat des armées est un rouage du système de défense française. Et les adversaires l'ont bien compris.

MENACES CYBER : LE SCA RENFORCE SA POSTURE DE DÉFENSE

« Le SCA, de par sa position centrale en matière de soutien des forces, est exposé aux attaques cyber. Il peut, notamment, être affecté par rebond, par des attaques contre des entreprises prestataires avec lesquelles il interagit. L'exercice interarmées DEFNET a été une occasion extrêmement riche pour le SCA aux côtés des autres Armées, Directions et Services de s'entraîner à faire face à des incidents cyber d'ampleur illustrant les défis qui nous attendent » explique le Général Bonnemaïson. Logistique, finances, juridique, ressources humaines, alimentation, transport... le soutien est le nerf de la guerre. « Du fait de la singularité de ses missions au profit des soutenus, le SCA est exposé aux attaques dans le cyberspace »

explique le commissaire principal Sébastien, chef du bureau cybersécurité de la division numérique du Commissariat des armées. Le SCA gère des données sensibles, des contrats, des chaînes logistiques, des budgets qui ont une valeur stratégique, et, surtout, des femmes et des hommes qui peuvent devenir des portes d'entrée involontaires dans l'organisation. Car si les pirates aiment les systèmes

d'information, les espions préfèrent souvent les êtres humains. « *Dans le cyberspace, l'objectif n'est pas d'éviter l'incident puisqu'il finit statistiquement par arriver, mais de réduire sa probabilité et le traiter par la chaîne compétente* » témoigne le commissaire principal Sébastien.

Pour assurer la posture de défense cyber et contrer les cyberattaques, la chaîne cyber du SCA est constituée par l'ensemble du personnel civil et militaire du Service. À sa tête : le bureau cyber sécurité de la division numérique, qui définit la gouvernance de la sécurité numérique pour l'ensemble du Service et est articulé autour des fonctions de commandement, de protection des systèmes d'information et

de communication, et de lutte informatique défensive, en lien avec l'autorité pour la cyberdéfense du ministère des Armées, le Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER).

Pour mener à bien ses missions, le bureau cyber du SCA s'appuie sur des correspondants compétents localement :

- les officiers ou correspondants de sécurité des systèmes d'information (OSSI ou CSSI) assistent les commandements pour veiller au respect des procédures et des règles SSI par les utilisateurs de nos systèmes d'information. Ils s'assurent au travers de séances de sensibilisation que ces mêmes règles SSI soient connues de tous, et les risques associés compris ;
- les responsables de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) sont intégrés dans les directions de projet ou d'application pour les systèmes d'information. Ils sont en charge de l'élaboration et de la mise à jour des politiques, des procédures et des normes de sécurité pour protéger le Système d'Information (SI) dont il est responsable. Ils jouent également un rôle important dans l'identification, l'évaluation et la gestion des risques liés à ce même SI ;
- l'adjoint de lutte informatique défensive (LID) est, quant à lui, susceptible d'intervenir dans le traitement des incidents de cyberdéfense au titre de sa connaissance des SI mis en œuvre et de l'organisme dans lequel il sert. Il exerce dans ce rôle en tant que relais local du COMCYBER.



**Dans le combat cyber du quotidien,
le commandement de la cyberdéfense
s'appuie sur l'expertise détenue par le SCA,
notamment par la présence d'un LEGAD
au sein de nos opérations.
Ensemble, nous devons poursuivre
nos efforts pour défendre un Cyberspace
innervant toutes les activités
de notre ministère.**

Bien que la meilleure défense soit l'attaque, le Commissariat des armées ne fait pas de lutte informatique offensive (LIO). Alors, pour être prêt et renforcer sa posture de défense cyber, il s'entraîne. « *Les procédures ont beau être décrites, seule leur évaluation en condition réelle permet de s'assurer de leur*

efficacité, et surtout de leur exhaustivité. D'autre part, le fait de s'entraîner permet de connaître les procédures, évitant ainsi la perte de temps inéluctable liée à la découverte d'un sujet nouveau » explique le commissaire principal Sébastien.

Pour tester sa résilience face aux cybermenaces, le SCA participe activement, aux côtés des Armées, directions et services, aux grands exercices de cyberdéfense organisés par le com-

mandement de la cyberdéfense, comme l'exercice DEFNET qui vise à éprouver le niveau de maturité des acteurs en se mesurant à des scénarios réalistes et complexes. « *Par son ampleur et son intensité, DEFNET nous permet d'avoir une photographie du niveau de maturité cyber du Service. Nous en apprenons davantage sur nos faiblesses en matière de sécurité numérique et, en les confrontant avec les priorités du Service, nous dégageons les axes d'amélioration sur lesquels nous devons travailler* » témoigne le commissaire principal Sébastien. L'édition 2025 a par exemple ciblé le domaine du soutien restauration.

En parallèle de sa participation aux exercices à l'échelle ministérielle, le SCA organise des exercices internes de cyberdéfense. C'est le cas de l'exercice « Net Fire Training » (NFT), qui mobilise et entraîne la chaîne cyber du Service à réagir à différents incidents en provenance du cyberspace. « *L'objectif de la tenue d'un tel exercice est d'entraîner le bureau cyber et tous les correspondants SSI à réagir en cas d'incident majeur au sein du SCA* » témoigne l'officier de lutte informatique défensive du SCA (OLID) ; « *ces derniers constituent le maillon indispensable à la remontée de l'information pour son traitement jusqu'à la neutralisation. [...] Pour l'édition précédente, la cible était les agents du Service chargés de recrutement qui, de par leur fonction,*

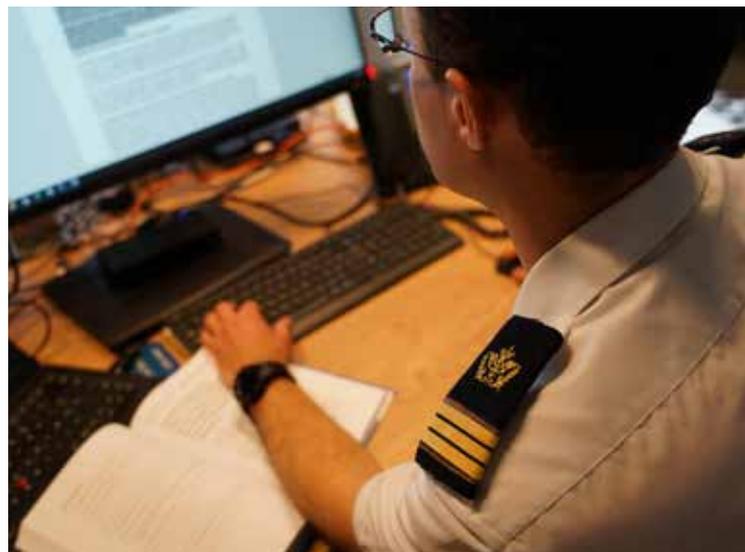
² La DRSD a confirmé en 2024 que des militaires français avaient été approchés via LinkedIn par des faux profils se faisant passer pour des recruteurs ou des chercheurs – Le Monde, 13 juillet 2024

constituent un point d'entrée depuis le monde extérieur pour recevoir des objets indésirables et des pièces jointes malveillantes » explique l'officier de lutte informatique défensive du SCA (OLID). « Afin de tester leur vigilance et leurs réflexes en cas de risque cyber, des candidatures piégées leur ont été envoyées. L'objectif n'était pas de les inciter à ne plus ouvrir aucune pièce jointe mais de renforcer leur vigilance et de s'assurer qu'ils adoptent les bons réflexes en cas d'attaque ». En parallèle des exercices organisés par le bureau cyber, chaque formation du SCA peut décider de s'entraîner à son niveau, grâce à la mise à disposition de « kits exercices » pour les accompagner dans la conception de scénarios dédiés. Le groupement de Soutien Commissariat de Bordeaux a ainsi joué un exercice baptisé « NANSOUTEX » dont le scénario était de faire face à une dégradation sécuritaire et incluait un volet cyber avec l'introduction sur site de clés USB piégées.

ENCADRER LES ACTIONS DANS LE CYBERESPACE

La France prend les menaces dans le champ informationnel très au sérieux. En décembre 2022, l'actualisation de la Revue nationale stratégique érige l'influence – qui correspond au fait d'obtenir des effets sur les attitudes et les comportements en agissant sur les perceptions – au rang de sixième fonction stratégique. Un changement de statut qui vise à défendre les valeurs nationales, à promouvoir les engagements du pays et à répondre aux attaques contre ses intérêts, en particulier dans le champ informationnel. Pour les armées, l'influence devient un prérequis à toute opération militaire extérieure. C'est le principe de « gagner la guerre avant la guerre » défini par le chef d'état-major des armées.

Dans la chaîne de l'influence, les actions dans le domaine numérique sont menées par le Commandement de la cyberdéfense, qui conduit la lutte informatique d'influence (L2I). « La lutte informatique d'influence consiste en notre capacité à détecter les attaques informationnelles réalisées par des compétiteurs, à les caractériser et à les contrer dans le cyberspace en rétablissant la vérité par le biais d'éléments factuels vérifiables qui permettent de contrecarrer les informations » explique le commissaire de 1^{re} classe Valentin, conseiller juridique du commandement de la cyberdéfense.



Une riposte contre des narratifs hostiles aux intérêts des armées françaises et un rétablissement de la vérité qui se font toujours dans le strict respect du droit et à l'extérieur du territoire. « Nous ne faisons pas d'influence sur le territoire national, la lutte informatique d'influence se fait sur les théâtres d'opération où les armées françaises sont déployées, à des fins de protection des forces françaises et des intérêts français ». L'affaire du charnier de Gossi en est une bonne illustration : en 2022, alors que les militaires français viennent de restituer la base militaire aux forces maliennes, des images d'un charnier supposément présent à proximité de la base sont diffusées sur Twitter. Les armées françaises sont accusées de crime de guerre. Aussitôt la fausse information diffusée sur le réseau social, les cybercombattants français répliquent avec des images de surveillance prises par drones montrant les hommes de Wagner construisant ce faux charnier, dénonçant ainsi l'attaque et déjouant la manœuvre de désinformation adverse.

S'il n'existe pas aujourd'hui de convention dédiée au cyberspace, cela ne veut pas dire que ce dernier est une zone de non-droit. « Si le cyber est un espace qui peut sembler totalement abstrait, il faut toujours se rappeler qu'il y a une couche physique dans le cyber qui le raccroche à des considérations territoriales et donc les droits nationaux vont s'appliquer. Le principe de territorialité va ainsi permettre aux États de faire valoir

leur droit, comme par exemple sur la protection des réseaux » explique le commissaire de 1re classe Valentin, conseiller juridique du commandement de la cyberdéfense. « Les États au sein des Nations-Unies se sont par ailleurs entendus pour reconnaître que le droit international s'applique en tant que tel au cyberspace ».

« Dans le combat cyber du quotidien, le commandement de la cyberdéfense s'appuie sur l'expertise détenue par le SCA, notamment par la présence d'un LEGAD au sein de nos opérations. Ensemble, nous devons poursuivre nos efforts pour défendre un Cyberspace innervant toutes les activités de notre ministère » conclut le commandant du COMCYBER. ■



**Dans le cyberspace,
l'objectif n'est pas d'éviter l'incident
puisqu'il finit statistiquement par arriver,
mais de réduire sa probabilité
et le traiter par la chaîne compétente.**



DU BLEU HORIZON AU BARIOLAGE MULTI-ENVIRONNEMENT, LA SAGA DES TENUES DE COMBAT



1914

La France de 1914 débute le conflit de la première guerre mondiale avec la vareuse bleue foncée et le pantalon garance. Un « bleu horizon » conçu pour se fondre dans le ciel et le paysage du front occidental, en réponse à l'inadéquation des uniformes français aux couleurs vives de l'avant-guerre qui rendaient les soldats français identifiables sur le champ de bataille. L'uniforme bleu horizon comprenait une tunique à simple boutonnage, un pantalon et un casque appelé « Adrian ». Parmi les éléments essentiels de l'uniforme français de la première guerre mondiale figurait le « trench-coat », un long manteau imperméable qui protégeait le soldat des conditions humides et boueuses de la guerre des tranchées, et les « puttees », de longues bandes de tissu enroulées autour du bas de jambe pour empêcher l'eau et la boue de pénétrer dans les bottes du soldat.



1940

Pendant la seconde guerre mondiale, l'uniforme français doit de nouveau s'adapter aux besoins d'un conflit qui évolue rapidement. Si l'armée française a d'abord continué à porter l'uniforme bleu horizon, ce dernier a été modifié à plusieurs reprises, au fur et à mesure que la France subissait l'occupation nazie. Les forces françaises libres, qui combattaient aux côtés des Alliés, adoptent alors l'uniforme britannique kaki avec les insignes français. Une décision principalement due à des raisons pratiques puisque ces uniformes étaient aisément disponibles et permettaient aux forces françaises libres de s'intégrer facilement au sein des troupes britanniques.

Dissimuler à la vue de l'ennemi les soldats relève des études de tous les services d'intendance des armées du monde. Jusqu'au début du 20e siècle, les armées habillent leurs troupes selon les règles qui relèvent du passé : l'habillement des armées permettent d'identifier les armées et subdivision d'armes, quel que soit le pays.



1950

Il faut attendre 1950 pour que soit validée l'idée de réaliser des tenues de combats bariolées. La méthode du barbouillage du peintre Louis Gingot consiste à appliquer sur un fond uni vert clair des tâches éparpillées et des lignes épaisses brunes et vert foncé. Ce bariolage sera utilisé sur divers modèles de tenues de combat jusque dans les années 1980, avant d'être remplacé en 1990 par un nouveau bariolage en trois tons : sur un support textile sable traité infrarouge au noir de carbone pour la réflectance infrarouge sont imprimées deux couleurs qui s'imbriquent, le marron et le beige vert. Dénommé « outre-mer », ce camouflage est utilisé pour la première fois dans le golfe persique, où il est nommé « Dague », du nom de l'opération.



2015

Pour les effets de métropole, un bariolage est créé. Sa dénomination « théâtre européen » se fait sur la base du modèle outre-mer avec une couleur supplémentaire, sur un fond beige traité au noir de carbone ; le marron est complété d'un vert et une couleur noire. Aux deux rouleaux d'impressions s'ajoute un troisième. C'est la naissance du treillis F3. Tissu thermostable, léger, résistant à l'abrasion, respirant, anti-moustique, pas de couture aux épaules, poches accessibles sous le gilet pare-balle, emplacement de protection aux genoux sur les pantalons, etc., il représente un véritable bon technologique.



2023

Après plus trente ans, un camouflage voit le jour : le bariolage multi-environnement (BME). Mis à l'étude en 2016, sa fabrication commence en 2023. Composé de six couleurs, la technique utilisée mélange le tachisme et le dégradé pour avoir un effet de fondu. Compte-tenu des effets de fondu entre les couleurs, l'infrarouge n'est plus propre à chaque couleur mais commun à plusieurs couleurs. L'introduction de tissus synthétiques, tels que le nylon et le polyester a contribué à la mise au point d'uniformes plus légers et plus résistants, plus aérés, plus résistants à l'humidité, à l'eau et aux tâches. Autant d'éléments essentiels pour améliorer le confort et les performances du combattant.



SOUTENIR UNE MANŒVRE INTERALLIÉE DE GRANDE AMPLEUR

Tapa, Estonie. Plus de 16 000 soldats issus de 13 nations alliées sont mobilisés pour l'exercice HEDGE HOG, un des plus importants déploiements militaires en Estonie. Objectif pour les armées françaises : démontrer sa capacité à projeter des forces militaires significatives en plusieurs points de l'Europe simultanément et renforcer la posture de dissuasion et de protection collective de l'OTAN sur le flanc Est de l'Europe. Objectif pour le Commissariat des armées : démontrer sa capacité à soutenir un exercice de haute intensité dans un environnement interalliés et à opérer avec les armées partenaires.

Immersion.

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : État-major des armées



DE COMBAT
RECHAUFFABLES
FRANÇAISE
INDIVIDUAL
COMBAT RATIONS

EN VENTE LE 20 SEPTEMBRE 2010
COMMISSARIAT DES ARMÉES
A.1

12 RCIR
APPROUVE OTAN
12 FIRCIR



Nourrir quotidiennement des milliers de soldats est un véritable défi. Les cuisiniers français opèrent en environnement interallié, au sein du mess estonien, aux côtés des cuisiniers britanniques.

L'intégration aux équipes britanniques et estoniennes permet d'acquérir de nouvelles méthodes de travail, de renforcer nos savoir-faire et apporte une grande richesse culturelle.







© Etat-major des armées



© Etat-major des armées





Cet exercice d'envergure a permis de renforcer l'interopérabilité avec les forces multinationales dans le domaine du soutien, en plus de témoigner de la pleine capacité opérationnelle et de réaction du détachement modulaire du Commissariat déployé sur le théâtre d'opération LYNX. L'exercice HEDGE HOG a été un formidable terrain d'entraînement pour le soutien, s'inscrivant dans la préparation opérationnelle plus réaliste voulue par le Commissariat des armées.



© Etat-major des armées



52

© Etat-major des armées



© Etat-major des armées



© Etat-major des armées

Du 05 au 23 mai 2025 s'est tenu l'exercice HEDGE HOG, l'un des plus importants déploiements militaires organisés en Estonie. Plus de 16 000 soldats, dont 3 500 issus de 13 nations alliées, ont été mobilisés. Objectif : améliorer la préparation et l'efficacité opérationnelles des forces de défense estoniennes et des unités alliées, et renforcer la posture de dissuasion et de protection collective de l'OTAN sur le flanc Est de l'Europe. Pour la France, l'objectif était de démontrer sa capacité à projeter des forces militaires significatives en plusieurs points de l'Europe simultanément et à contribuer ainsi au renforcement de la posture de dissuasion et de protection collective de l'OTAN sur le flanc Est de l'Europe. Le contingent français déployé sur HEDGE HOG comptait ainsi près de 1 000 soldats, dont 450 projetés spécifiquement pour l'exercice et déployés aux côtés de forces alliées venues notamment de Lettonie, Suède, Allemagne, Finlande, Pologne, Royaume-Uni, Etats-Unis, Portugal, Japon et Danemark. Un contingent soutenu par un détachement modulaire du Commissariat, pleinement mobilisé pour soutenir cette manœuvre interalliée de grande ampleur.

SOUTENIR EN ENVIRONNEMENT INTERALLIÉS.

« Le Commandement Terre Europe (état-major opératif de l'armée de Terre) a retenu l'option du soutien de l'exercice par



La particularité du soutien de cet exercice est qu'il est assuré de manière très hybride, avec à la fois des moyens de soutien estoniens, britanniques et français.

le détachement modulaire LYNX, acteur de l'élément de soutien national (ESN), renforcé par du personnel de la 9^e brigade d'infanterie de Marine (9^e BIMA) » explique le commissaire de 1^{re} classe Orphée, officier traitant J5 – Plans à l'état-major opérationnel du Commissariat des armées (EMO-SCA). « La particularité du soutien de cet exercice est qu'il est assuré de manière très hybride, avec à la fois des moyens de soutien estoniens, britanniques et français ; le but étant de réduire autant que possible l'empreinte logistique en priorisant le soutien national par la nation hôte et le soutien de la nation cadre, à savoir par les britanniques ». En complément des moyens présents sur le camp de Tapa, du matériel de vie en campagne a été envoyé et acheminé depuis la métropole vers le théâtre. « Pour compléter l'offre d'hébergement en dur assuré par les forces estoniennes, nous avons monté et armé un camp de toile dans la zone sud de l'exercice » précise le commissaire de première classe Audrey, chef du DMC LYNX 22. « Le DMC est habitué à soutenir les exercices du contingent français et à fournir du matériel de vie en campagne, des vivres opérationnels et de l'équipement aux unités engagées. Dans le cadre du soutien à l'exercice HEDGE HOG, une demande de matériels de vie en campagne supplémentaires a été émise par le Commandement Terre Europe (CTE) auprès de l'EMO-SCA. »

Le soutien par le personnel du DMC LYNX fut également opéré dans le domaine de l'alimentation, domaine dans lequel la coopération interalliée était au rendez-vous. « Les cuisiniers français opèrent en environnement interallié, au sein du mess estonien, aux côtés des cuisiniers britanniques » explique le CR1 Audrey. « Nourrir quotidiennement des milliers de soldats est un véritable défi. L'intégration aux équipes britanniques et estoniennes permet d'acquérir de nouvelles méthodes de travail, de renforcer nos savoir-faire et apporte une grande richesse culturelle » témoigne



le chef d'équipe des cuisines. En parallèle d'un soutien restauration opéré sur le camp de Tapa, un soutien en vivres opérationnels a été assuré par le DMC LYNX. « Pour soutenir les forces déployées sur le site du Central Training Area (CTA), le DMC LYNX a distribué des rations de combat réchauffables individuelles (RCIR) et de l'eau en bouteille » précise le CR1 Audrey.

Pour permettre la pleine capacité opérationnelle des forces françaises déployées sur l'exercice, le soutien financier assuré par le DMC LYNX fut essentiel. « Nous avons assuré un support comptable pour l'engagement des dépenses des unités, indispensable pour permettre leur pleine capacité opérationnelle lors des différentes phases de l'exercice » explique le chef du DMC.



L'INTEROPÉRABILITÉ, CIMENT D'UN SOUTIEN PERFORMANT.

À travers l'exercice HEDGE HOG 2025, le Commissariat des armées a démontré sa capacité à soutenir un exercice de haute intensité dans un environnement interalliés et à opérer avec les armées partenaires. « Cet exercice d'envergure a permis de renforcer l'interopérabilité avec les forces multinationales dans le domaine du soutien, en plus de témoigner de la pleine capacité opérationnelle et de réaction du détachement modulaire du Commissariat déployé sur le théâtre d'opération LYNX. L'exercice HEDGE HOG a été un formidable terrain d'entraînement pour le soutien, s'inscrivant dans la préparation opérationnelle plus réaliste voulue par le Service » témoigne le CR1 Orphée. ■



Délivrer un soutien en milieu interalliés et travailler en collaboration avec les britanniques et les estoniens permet de renforcer nos savoir-faire et d'acquérir de nouvelles méthodes de travail.

HEDGE HOG 2025 est conçu par les forces de défense estoniennes pour renforcer la préparation et l'efficacité opérationnelle de leurs forces armées. Bien que cet exercice se déroule tous les trois ans, l'édition 2025 met un accent particulier sur le déploiement en Estonie d'unités britanniques et françaises supplémentaires, ainsi que sur leur intégration dans la composition de la Division estonienne pour atteindre une pleine capacité de combat immédiate. Intégrés au sein de la 1re brigade d'infanterie estonienne, les militaires français ont participé à des scénarios réalistes en tant que force adverse, aux côtés de leurs alliés.

Cette présence renforcée témoigne de l'engagement de la France au sein du Bataillon multinational de l'OTAN en Estonie. Elle participe à la préparation opérationnelle des forces alliées au combat de haute intensité et confirme leur capacité à projeter des forces modernes, mobiles et déterminées, pour la défense du territoire de l'Alliance. Ainsi, cet exercice majeur renforce l'interopérabilité des forces alliées, valide les procédures tactiques interarmes et contribue à consolider la résilience nationale face aux enjeux sécuritaires actuels. L'engagement des forces françaises au sein du *NATO Battlegroup* Estonia reflète la solidarité et la coopération stratégique nécessaires à la stabilité de la région.

Conduire et planifier les opérations militaires dans l'Espace : le rôle clé DES CONSEILLERS JURIDIQUES

Rédaction : Marion LOTTEGIER

2021 Novembre. Quatre mois avant le début de l'offensive russe en Ukraine, Moscou effectue une démonstration de force dans l'espace en détruisant l'un de ses vieux satellites avec un essai de missile antisatellite à ascension directe. Une action qui a généré plus de 1 500 débris en orbite basse principalement, la plus congestionnée à ce jour, constituant un avertissement adressé aux puissances occidentales au moment des préparatifs de l'invasion de l'Ukraine.

Front invisible mais essentiel, l'espace extra-atmosphérique¹ est plus que jamais un enjeu dans la guerre du XXI^e siècle. C'est même le nouveau point haut du champ de bataille. Si aujourd'hui la guerre s'appuie sur les activités spatiales, elle risque bientôt de se dérouler dans l'espace. Les nouvelles réalités d'un espace devenu un lieu de compétition, de contestation, voire à terme d'affrontement, obligent à repenser et compléter le cadre juridique attaché à ce domaine. Quel droit pour l'espace ? Comment adapter le droit de la guerre à l'espace ? **Explications.**

Si la 1^{re} guerre du Golfe révèle en 1991 l'importance opérationnelle des satellites, l'espace ne se conçoit plus uniquement aujourd'hui comme un moyen d'appui aux opérations mais bien comme un domaine opérationnel autonome dans, depuis et vers lequel des opérations militaires peuvent être conduites. Alors que l'OTAN déclare en 2019 l'espace comme 5^e domaine opérationnel², la France affirme sa volonté « d'assurer notre défense de l'espace par l'espace³ » et dévoile sa *Stratégie spa-*



tiale de défense, assumant l'enjeu stratégique que recouvre ce milieu pour les opérations militaires. « *Le processus normatif en matière spatiale est en crise depuis les années 1970. Deux logiques opposées s'affrontent actuellement dans le cadre des négociations internationales. La France et les anglo-saxons font la promotion d'une dynamique reposant sur une régulation via des normes, règles et principes de comportements responsables non juridiquement contraignants. A contrario, la Russie et la Chine déclarent vouloir interdire tout déploiement d'armes dans l'espace, alors même que leurs actions militaires prouvent le contraire* » explique le commissaire principal Xavier, conseiller juridique au commandement de l'espace (CDE). « *Il faut réguler de manière concrète et pragmatique les comportements dans l'espace, et ne pas discriminer et interdire des capacités car la problématique réside dans la manière dont celles-ci sont utilisées* » précise le commissaire principal Xavier, conseiller juridique au CDE. L'autre question cruciale : l'adaptation du *jus ad bellum* et du *jus ad bello* (le droit de la guerre) à l'espace. « *C'est un domaine qui est fondamentalement dual. Il est parfois difficile dans l'espace de différencier un équipement militaire d'un équipement civil ; les équipements conçus et utilisés pour les activités spatiales civiles et commerciales peuvent être utilisés pour des besoins militaires voire être détournés de leur utilisation première pour devenir des armes par destination. L'absence de seuil caractérisant ce qu'est un comportement irresponsable d'une intention voire d'un acte hostile dans l'espace, la nature duale de certains objets spatiaux et l'intrication des activités militaires, civiles et commerciales dans l'espace constituent parfois une véritable zone grise. Il convient de repenser ce que peut être une réponse proportionnée* » explique



le commissaire principal Xavier. Les conseillers juridiques du CDE – au nombre de deux – sont des acteurs contribuant à l'évolution et à l'application du droit spatial afin de répondre aux besoins spécifiques des opérations militaires. « *Nous contribuons, aux côtés de la direction générale des relations internationales et stratégiques (DGRIS) et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, aux discussions se tenant dans les instances internationales (Nations-Unies), tel le groupe de travail à composition non-limitée PAROS (prévention d'une course aux armements dans l'espace) qui réunit, entre autres, les dif-*

férentes puissances spatiales afin d'échanger sur la pertinence de l'élaboration d'un nouveau cadre juridique, sur la plus-value d'un tel texte alors que cinq traités internationaux existent déjà ainsi que de nombreuses lois nationales, sur le type de normes qu'il pourrait intégrer, etc. Si les discussions concluaient au besoin d'un nouveau traité, il s'agirait alors d'un véritable processus de création juridique ex-nihilo, auquel les commissaires du CDE prendraient part ».

Si le processus normatif à l'échelle internationale est en crise, ce n'est pas le cas au niveau national. « *La France s'est dotée en 2008 de l'un des édifices juridiques les plus ambitieux parmi les puissances spatiales* » précise le CRP Xavier. Depuis 2008, ce cadre législatif a évolué, notamment en 2022 pour mieux prendre en compte les intérêts de la défense nationale, puis en 2024 pour s'adapter aux évolutions technologiques du domaine spatial (méga-constellations, lanceurs réutilisables). Concourant à cette évolution : les conseillers juridiques du CDE. « *Les conseillers juridiques du CDE représentent le ministère des Armées. Par conséquent, ils ont un droit de regard sur les projets d'évolution du cadre juridique pouvant impacter les activités spatiales militaires. C'est en ce sens que les juristes du CDE ont contribué à la mise en œuvre de l'ordonnance de 2022 visant à faire évoluer la loi de 2008 relative aux opérations spatiales (LOS), dans l'intérêt de la défense nationale et la mise en œuvre d'un nouveau régime de réquisition de biens et services spatiaux* ». Depuis la création du CDE en 2019, c'est une revue constante des axes d'innovation et d'amélioration de la norme qui est mise en œuvre au niveau interministériel et les conseillers juridiques du CDE, aux côtés de la DGRIS

également impliquée dans le processus de la LOS et de la direction des affaires juridiques (DAJ), portent les intérêts du ministère des Armées dans ce travail d'évolution de la loi et du règlement.

L'espace aujourd'hui est devenu essentiel à nos sociétés et les opérations militaires dépendent également de ce milieu. Si l'on considère toujours que l'espace est un moyen d'appui aux opérations (communication, imagerie, écoute, interception), il est également devenu un milieu d'opération indépendant. « *Il y a désormais un véritable intérêt à conduire des opérations de la Terre vers l'espace et de l'espace vers l'espace* » explique le CRP Xavier. « *La France est déterminée à ne pas se laisser dépasser dans ce domaine* ». Ces effets, autant que la manière de les mettre en œuvre, sont atypiques et leur emploi est le fruit d'une constante innovation. Les conseillers juridiques du CDE participent, au travers des conseils qu'ils prodiguent, à la planification et à la conduite des opérations dans, vers et depuis l'espace. « *Nos opérations doivent s'inscrire en conformité avec le cadre international et national. Si le cadre international est parfois peu précis, car datant des années 70, le droit des conflits armés y trouve cependant toute sa place et s'y applique sans restriction. Nos engagements s'inscrivent par ailleurs dans la droite ligne des orientations stratégiques et politiques que la France véhicule à l'international. Nous contribuons donc à la mise en cohérence entre les opérations que nous menons et les positions prises dans les instances internationales au niveau politique. En ce sens, les conseillers juridiques jouent un rôle clé dans la planification et à la conduite des opérations spatiales militaires* ». ■

¹ Dont la limite juridique n'est reconnue dans aucun des textes internationaux mais la limite scientifique quant à elle correspond à la ligne entre 90 et 110 km.

² Avec les domaines terrestre, aérien, maritime et cyber.

³ Discours du Président Emmanuel Macron le 13 juillet 2019.

⁴ La Russie est à l'origine d'un projet de traité en 2008 visant à interdire la militarisation de l'espace.





Accompagner la mobilité des militaires

Le SCA, au cœur de la démarche ministérielle

Fidélisation 360

Rédaction : CR1 Émilie ROBLLOT



Améliorer les conditions de vie et de travail des militaires, civils de la Défense et leurs familles et renforcer l'attractivité des carrières. Ce sont les objectifs fixés le 18 mars 2024 par Sébastien Lecornu, ministre des Armées, dans la démarche Fidélisation 360. Un an plus tard, une série de mesures visant à fidéliser a été annoncée et un premier bilan a été présenté. La logique 360 permet d'agir sur tous les leviers : ressources humaines, logement, santé, accompagnement des conjoints, rémunération... La démarche Fidélisation 360 englobe désormais le Plan Famille 2. « **Placer l'humain au cœur de l'ambition défense** » : c'est le crédo du ministère des Armées qui fait des conditions d'exercice du métier des armes, l'une de ses priorités. Parmi les objectifs fixés figure celui de **l'accompagnement de la mobilité des militaires**, géré par le Commissariat des armées et plus particulièrement par le centre interarmées du soutien à la mobilité (CIMob). **Explications.**

FIDÉLISATION 360 : UN AN APRÈS

Lors de la présentation de l'ambition Fidélisation 360, le 18 mars 2024, le ministre des Armées, dressait le constat suivant : « *Le fait de devoir garder les militaires une fois qu'ils ont été formés, aguerris, expérimentés, est par définition un des grands corollaires de ce qu'est une armée de métier* ». En moyenne, les militaires servent un an de moins qu'il y a dix ans. En 2023, 2 900 d'entre eux n'ont pas renouvelé leur contrat avec l'armée, alors qu'ils n'étaient que 1 700 en 2019. Les contraintes de la vie militaire qui pèsent sur le moral du personnel sont particulièrement mises en cause. L'ambition Fidélisation 360 vise ainsi à accroître la durée de service moyenne de toutes les catégories de militaires. À cet effet, le centre interarmées du soutien à la Mobilité (CIMob) coordonne des mesures visant à accompagner la mobilité des militaires et de leurs familles :

- en permettant des déménagements sans reste à charge financier, grâce à la prise en charge directe des dépenses par l'administration ;

- en concourant, en complément des services de la sous-direction logement de la Direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement (DTIE), à proposer à chaque militaire muté une offre de logement dans le secteur privé ;
- en lissant, en partenariat avec les acteurs institutionnels du ministère, les contraintes liées à la mobilité (inscriptions scolaires, la recherche des places en crèches, le transfert des contrats d'abonnement...).

« *La mobilité s'impose aux militaires. Le rôle du SCA consiste notamment à réduire les contraintes liées à la mobilité et à apporter un accompagnement différencié, répondant le plus justement possible aux besoins des militaires et de leur famille* » explique le commissaire général de 2^e classe (CRG2) Maryse Laurent, directrice du CIMob. « *Aujourd'hui, les directions des ressources humaines des armées, directions et services sont confrontées au défi du recrutement. Elles doivent attirer, recruter et fidéliser. Nous sommes là pour les soutenir* »

DÉMÉNAGER SANS RESTE À CHARGE GRÂCE À LA PRISE EN CHARGE DIRECTE (PCD)

87,2%

**Taux de satisfaction en 2024.
+ 3 points par rapport à 2023.**

Trop de militaires subissaient un reste à charge financier lors de leur déménagement et notamment ceux, majoritaires, qui recouraient à la formule classique en négociant directement avec des déménageurs. En 2023, 14% des dossiers présentaient un reste à charge de 500 € en moyenne. En 2024, la décision du ministre était claire : développer une offre sans reste à charge, en mettant l'accent sur la qualité de la prestation et la simplification des démarches grâce à la prise en charge directe (PCD). « *Lorsque le militaire déménage, il vit une situation potentiellement anxiogène, car il engage sa famille, son conjoint change d'emploi, ses enfants d'établissements scolaires. Dès 2019, le SCA proposait la prise en charge directe des changements de résidence. Ce dispositif est monté en puissance quand le ministre a annoncé en 2024 que le recours à la PCD permettait un 0 reste à charge* » précise la directrice du CIMob. « *En 2024, nous n'avons eu aucun reste à charge au moment du plan annuel de mutation, malgré les difficultés logistiques engendrées notamment par les Jeux Olympiques et Paralympiques. Nous sommes passés d'un taux d'adhésion à la plate-forme multi-déménageurs (PFMD) de 45% à 55%. À la mi-mai 2025, nous en étions déjà à 63%. Notre objectif en 2025 est d'atteindre 70%* » annonce-t-elle. La prise en charge directe est ainsi rendue possible en métropole et sur le réseau routier européen grâce aux trois plateformes multi-déménageurs (PFMD) liées contractuellement au ministère des Armées : Muter Loger, Emoovz, Nextories.

Quels sont les avantages ?

Zéro papier

- Plus de dossier papier ;
- Une offre de service digitalisée depuis internet.

Sans frais

- Zéro engagement financier par le militaire : plus d'avance de frais, zéro reste à charge : prise en charge directe par l'administration.

Accompagnement et assistance personnalisés

- Une sélection d'un panel de déménageurs professionnels et de prestations de qualité ;
- Une assistance tout au long du changement de résidence par la PFMD et par le service d'assistance dédié du CIMob.

SE FAIRE ACCOMPAGNER DANS SA RECHERCHE DE LOGEMENT OU D'ÉCOLE, ET DANS LE TRANSFERT D'ABONNEMENTS, GRÂCE À MUT' ACTIONS

Quand il reçoit son ordre de mutation, le militaire va s'occuper de son déménagement et donc de son logement. Compte-tenu du fait que certaines zones géographiques sont en tension locative, le ministre a décidé de proposer au militaire et à sa famille, en complément des services institutionnels du ministère, une offre complémentaire dans le secteur privé, via le dispositif MUT' ACTIONS. « *Pour ce faire, nous travaillons en étroite collaboration avec la Direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement (DTIE) et plus particulièrement avec la sous-direction logement, en charge de proposer au militaire muté un logement domanial* », afin que tous les efforts convergent vers un même objectif : disposer d'un logement lors d'un changement d'affectation. Ce dispositif accompagne les militaires mutés en métropole (Corse incluse), disposant d'un ordre de mutation avec changement de résidence, dans leur recherche de logement locatif en secteur privé. MUT' ACTIONS s'inscrit donc en complément des logements Défense proposés par la DTIE.

Il propose également deux autres prestations à la carte telles que :

- le transfert d'abonnements (eau, énergie, etc.) liés au changement de logement ;
- la fourniture de listes d'établissements scolaires et de crèches (contacts, dossiers d'inscriptions, etc.) ;

Ces prestations sont assurées aujourd'hui par deux prestataires : Muter Loger et Exécutive Relocations.

« *À la mi-mai 2025, environ 2 500 militaires étaient inscrits, soit 2 500 offres de service signées. 55 baux ont également été signés* » précise la directrice du CIMob.

PLANIFIER EN AUTONOMIE SES DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS GRÂCE À ALIDADE

Inscrite au « Plan Famille 1 » et inaugurée en avril 2023, l'application ALIDADE a pour vocation d'offrir aux personnels civils et militaires, d'active et de réserve du ministère des Armées, une plus grande autonomie dans l'achat et la gestion de leurs déplacements professionnels (repas en restaurant administratif, hôtellerie, transport) tout en les dispensant de frais. « ALIDADE a été créée pour répondre aux problématiques d'avance de frais des militaires. Nous avons constaté une forte contribution des ménages lors des déplacements temporaires. Il était donc question de cesser les avances de frais avec un outil simple et intuitif » explique In-grid, adjointe au chef de la section des frais de déplacements au sein de la direction centrale du SCA.

Auparavant, le missionné avançait ses frais de mission qui étaient remboursés a posteriori suivant cette logique : décompte du dossier, paiement par le comptable puis versement sur le compte en banque. « Ces déboursés de trésorerie étaient souvent mal vécus par la communauté de Défense » complète la directrice du CIMob. « Le Plan Famille 1 proposait déjà une prise en charge directe. Au sein du CIMob, il existe un plateau opérateur voyage (POV) qui, à la demande du missionné, achète le billet de train, d'avion ou réserve un véhicule de location ou une chambre d'hôtel. Aujourd'hui, ALIDADE complète ce dispositif en proposant au missionné de réserver lui-même son billet de train ou sa chambre d'hôtel, sans passer par le plateau opérateur voyage qui a vocation à se concentrer sur la gestion des missions complexes et opérationnelles ».

Un outil testé et approuvé par les utilisateurs : « cela représente un gain de temps important, autant pour la réservation des trains que des hébergements. L'application référence les horaires de trains et une offre importante d'hôtellerie ; nous n'avons donc qu'à sélectionner le plus pertinent pour notre mission. Les réservations sont ensuite transférées directement sur nos adresses mails. Cela permet également de ne pas avancer trop de frais, qui peuvent être conséquents lorsque les déplacements s'enchaînent » témoigne le CR2 Guillaume de la section recrutement du corps des commissaires des armées.

Pourquoi utiliser ALIDADE ?

Pas d'avance de frais

- Les paiements de vos réservations sont directement pris en charge ;
- ALIDADE se charge pour vous de définir le plafond de remboursement selon la ville ;
- Plus besoin de suivre vos remboursements sur votre compte.

Une application créée sur mesure

- Une application créée par le Commissariat des armées pour les armées, directions et services du ministère des Armées ;
- Le panel des hôtels référencés regroupant une offre de qualité ;
- Plus de re-saisie de votre carte de circulation militaire.

Gestion autonome des réservations sur une seule application

- Une application unique pour réserver son billet de transport ou son hôtel ;
- Finalisation de la mission et des frais annexes directement dans l'application.



Proposer un outil simple, intuitif et performant

« ALIDADE est une application qui vit ; il est essentiel pour l'équipe projet d'avoir des retours terrain », déclare Ingrid. « Pour cela, nous organisons régulièrement des comités utilisateurs qui permettent de faire remonter les éventuels irritants mais également les points positifs. En plus des comités utilisateurs, les questionnaires de satisfaction sont un bon moyen pour nous d'avoir des retours terrain ».

Grâce à ces retours terrain, ALIDADE est en développement permanent pour proposer aux missionnés un outil simple, intuitif et performant :

- Renvoie vers NOMAD pour permettre au missionné de profiter d'un espace ponctuel de travail sur l'ensemble du territoire.
- Facilite l'interaction entre le correspond administratif et le missionné en cas d'annulation de mission via une notification automatique.

Quelles évolutions à venir ?

Si la prise en charge directe n'est pas imposée, les missionnés ont besoin de retrouver la même performance d'application que ce qu'ils peuvent trouver dans la sphère privée, dans un monde où la mobilité évolue à vitesse grand V : « Aujourd'hui, on ne se déplace pas uniquement en train ou en avion, mais avec des flexibus, des trottinettes, blablacar ou en covoiturage. Il est essentiel d'intégrer ces moyens de transport dans notre application, de photographier les frais annexes et de les intégrer dans ALIDADE une fois la mission finalisée ».

Dans les coulisses du développement de l'application : rencontre avec M. Benoît Hyron, responsable grands comptes ministère des Armées chez Luminess

Racontez-nous la genèse d'ALIDADE.

La société Luminess travaille de longue date avec le ministère des Armées. Cela a débuté avec TACITE qui est l'équivalent d'ALIDADE mais côté personnels soutenant. TACITE est l'application historique développée en 2003 qui permet de réserver une billetterie pour le compte du missionné sans que celui-ci n'intervienne. ALIDADE a été créée pour rendre autonome le missionné et soulager les services qui opèrent sur TACITE. Cela s'est traduit par la mise en place d'une application mobile qui permet aux soutenus d'opérer ses réservations et de se déplacer avec ses billets disponibles sur son application mobile. Comme nous avons déjà travaillé sur TACITE, c'est tout naturellement que le ministère des Armées nous a demandé d'intervenir dans la création d'ALIDADE.

Quel était le cahier des charges à respecter ?

Le point le plus important concernait la sécurité. Nous devions proposer un outil ultra sécurisé respectant l'ensemble des phases d'homologation, en amont et en aval, dont celle du commandement de la cyberdéfense. Ensuite, un point d'honneur était donné à la facilité d'utilisation de l'application. Pour ce faire, Luminess dispose d'une agence digitale qui permet de créer des maquettes graphiques et donc, d'imaginer le parcours utilisateur. Nous avons dans un premier temps réalisé des ateliers avec des représentants de chaque armée afin de recueillir leurs besoins. Une maquette a été réalisée à l'issue puis évaluée par un panel d'environ 150 utilisateurs en charge de noter la maquette sur la base de différents critères : facilité d'installation et d'utilisation de l'application, temps de création d'un dossier de réservation, etc. Leurs retours nous ont permis d'ajuster la maquette avant de se lancer dans le développement de l'application. L'autre point que nous devions respecter était l'interopérabilité des systèmes d'information : ALIDADE doit fonctionner aussi bien avec FD@ligne aujourd'hui qu'avec CHORUS DT demain. Nous avons également fait en sorte que l'application fonctionne même hors réseau internet (pour les missions proches du départ), afin d'avoir toujours accès à sa billetterie. C'était une demande particulière de la Marine nationale notamment pour les marins en mer. Finalement, tous ces points sont suivis de près par les armées, directions et services du ministère. Nous souhaitons développer un produit qui sera utilisé le plus possible.

Qu'est-ce qui a été le plus innovant dans le développement d'ALIDADE ?

Nous avons réussi à créer deux applications mobiles natives sous Android et IOS, soit deux environnements techniques différents. Le challenge fut donc de délivrer deux applications identiques, fonctionnant de la même manière.

Son utilisation n'est par ailleurs possible que lorsque l'ordre de mission a été validé par les différents niveaux hiérarchiques. Or, certaines missions peuvent être déclenchées la veille pour le lendemain, créant ainsi des difficultés de mise en œuvre. Pour gommer cet irritant, le CIMob étudie de nouveaux modèles, dans le cadre de la définition de la stratégie mobilité de demain, en partenariat avec les armées, directions et services, sur la distinction de catégories de voyageurs qui autoriserait des « grands voyageurs » à se déplacer sans ordre de mission. Le supérieur hiérarchique serait notifié et des contrôles seraient plutôt effectués à l'issue de la mission.

Le centre interarmées du soutien Multiservices (CIM) travaille également sur l'intégration des cercles militaires dans l'application et à terme, des résidences IGESA : « *ALIDADE emporte tout ce qui peut permettre au militaire de bénéficier d'un hébergement en mission* » conclut la directrice du CIMob.

Autre réflexion en cours : accéder à ALIDADE via un ordinateur Internet : « *La logique est simple : cela permet aux personnels, par exemple le week-end, de procéder à une réservation sur grand écran plutôt que sur leur smartphone* » ajoute M. Benoît Hyron, de la société Luminess.

« *Le SCA s'inscrit désormais dans une démarche volontariste d'accompagnement du missionné, pour gagner en efficacité, le rendre plus autonome et simplifier ses déplacements. L'ensemble de la filière mobilité est concerné par cette évolution, le CIMob bien sûr, mais aussi les cellules « changements de résidence-déplacements temporaires » des groupements de soutien Commissariat, ainsi que l'ensemble des agents civils et militaires, qui, au sein des unités du ministère œuvrent à l'évolution du soutien à la mobilité professionnelle* », conclut le CRG2 Maryse Laurent. Le SCA, à travers l'ensemble de ces prestations de soutien liées à la mobilité, joue un rôle déterminant dans l'effort ministériel insufflé par le plan Fidélisation 360. ■

CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT D'ALIDADE

JUILLET 2025

DÉCEMBRE 2026



Travailler dans un espace de co-working grâce à NOMAD

Soutenir la mobilité professionnelle, accroître la qualité de vie au travail, favoriser la sobriété énergétique et l'emploi des réservistes : NOMAD répond aux nouveaux modes de travail. Cette application développée par le Commissariat des armées et déployée depuis septembre 2024, permet aux agents civil et militaire du ministère des Armées de réserver parmi un réseau national d'espaces de travail nomade tels que : une salle de réunion à côté de son bureau, un poste de travail sur un autre site, une salle de formation, une bulle de confidentialité ou encore le bureau d'un collègue absent. D'ici fin 2025, 250 places de co-working seront créées pour permettre aux agents du ministère de travailler ensemble de manière plus flexible et efficace, tout en favorisant l'échange et la créativité.

**Réservez
votre espace
de travail
sur :**



Déménagement 3.0 : La prise en charge directe s'applique désormais pour les mutations en outre-mer

PAM 2025 | Polynésie française
La Réunion
Mayotte

Déménager avec la prise en charge directe ?

SIMPLE EFFICACE SANS STRESS SANS FRAIS

AVANTAGES :

- ★ Zéro papier
- ★ Sans frais
- ★ Accompagnement personnalisé

Un avantage financier

La prise en charge totale des frais de gardiennage par l'administration

- zéro engagement financier par le militaire : plus d'avance de frais, pas de contrainte de plafond ni de nécessité de négocier,
- zéro reste à charge : prise en charge directe par l'administration du bagage lourd (caisse maritime), du véhicule, du repli et du garde-meuble, dans la limite des droits.

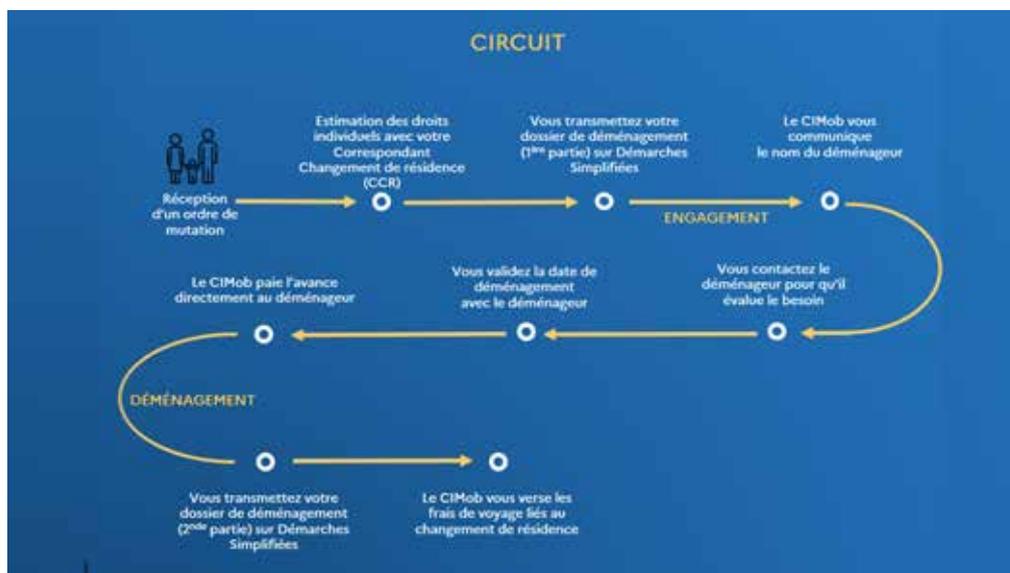
Un accompagnement personnalisé

- une sélection d'un panel de déménageurs professionnels et de prestations de qualité,
- une mise en relation avec le déménageur et négociation par l'administration (centre interarmées du soutien à la mobilité, CIMob).
- une assistance en ligne (cimob-crdt.assistance.fct@intradef.gouv.fr) et téléphonique (01 87 05 80 50).

La procédure de « prise en charge directe » dépasse les frontières métropolitaines et s'exporte désormais en outre-mer ! Vous êtes muté à La Réunion, en Polynésie française ou à Mayotte ? Simplifiez vos démarches et optez pour la prise en charge directe. Démarches simples, sans frais et accompagnement personnalisé au rendez-vous !

Zéro papier

- plus de dossier papier,
- une offre de service digitalisée accessible depuis internet et son smartphone,
- un dépôt du dossier en trois clics seulement, via le site Démarches simplifiées.



Au sein des forces spéciales, LÀ OÙ L'OPÉRATIONNEL dicte le quotidien...

Rencontre avec le commissaire principal Christophe, chef du bureau budget-finances de la division Soutien des opérations du commandement des opérations spéciales (COS).

Pour le commissaire principal Christophe, c'est à l'école militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM) que tout a commencé. Ce spécialiste de la finance débute sa carrière en qualité d'adjoint au directeur financier, avant de passer le concours d'intégration, qu'il réussit. Muté au 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes (1^{er} RCP), il découvre la vie régimentaire et des aspirations qu'il ne connaissait pas mais qui vont très vite devenir ses mantras : fraternité, esprit de corps, camaraderie et cohésion. Après les paras, place à la légion étrangère : il est identifié pour servir au 1^{er} régiment étranger de cavalerie (1^{er} REC). Dans cet environnement particulièrement atypique, il découvre le poids des traditions qui finit par lui plaire. En vient la rationalisation du soutien et la création des groupements de soutien des bases de défense (GSBdD) expérimentaux, dont celui d'Aubagne. Le commissaire principal (CRP) Christophe est alors affecté au 1^{er} régiment étranger (1^{er} RE). Une expérience enrichissante tant sur le plan personnel que professionnel avec la création d'un nouveau modèle de soutien. En 2013, une projection au Burkina Faso avec les forces spéciales déterminera la suite de sa carrière, rythmée par deux domaines : les finances et les



forces spéciales. En 2014, il rejoint le corps des commissaires des armées et est muté à la brigade des forces spéciales Terre pour 4 ans en qualité de chef de cabinet du COM BFST, puis chef du bureau finances, ce qui le recentre sur ses compétences de métier. **Rencontre.**

En 2020, il rejoint l'environnement propre aux forces spéciales et retourne servir sur le terrain, au niveau régimentaire au sein du 13^e régiment de dragons parachutistes (13^e RDP). Le CRP Christophe découvre alors les problématiques propres au régiment et renoue avec l'esprit de corps et les valeurs humaines qui lui sont chères. Muté à l'État-Major du commandement des opérations spéciales en 2023, il s'attache à mettre en application ce qu'il a développé au niveau local. « *L'avantage d'avoir connu le niveau régimentaire est que, lorsqu'on arrive en centrale, on amène les guides de bonnes pratiques sur les bons segments. Par exemple, on a transposé la méthode de trésorerie élargie qu'il y avait au 13^e RDP en centrale. On applique ce qui fonctionne sur le terrain à un niveau supérieur* » témoigne-t-il. L'État-Major du commandement des opérations spéciales (COS) étant érigé en unité opérationnelle, le chef du bureau budget-finances gère les crédits budgétaires alloués et apporte un appui au quotidien aux détachements de forces spéciales à l'étranger. « *Nous sommes en relation avec les chef DMC et les J8, qui sont nos correspondants sur les théâtres d'opération. Notre rôle à la division soutien des opérations est de résoudre une problématique de financement rencontré par un J8 sur le terrain, de trouver la solution, de lui donner le*

bon mode opératoire, la bonne procédure, d'essayer de comprendre le besoin de la Task Force ; en somme, de bien décrire le besoin pour le satisfaire au maximum ». Car s'il y a bien une problématique propre aux forces spéciales, c'est l'impératif de réaction rapide, dicté par le contexte opérationnel : « Nous devons satisfaire le besoin le plus rapidement possible » précise le CRP Christophe. « Mais il ne s'agit pas de faire tout et n'importe quoi sous prétexte que l'on est sous couvert des forces spéciales et qu'il y a un besoin opérationnel avéré. Comme partout, il y a un cadre et des aspects réglementaires à respecter, nous sommes soumis au code de la commande publique et aux processus inhérents ».

La capacité de réaction rapide du bureau budget-finances de la division soutien des opérations du COS est notamment garantie par la proximité des acteurs. « Seul dans son couloir de nage, on ne fait pas grand-chose. La proximité avec les différents acteurs, notamment le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), le centre interarmées du soutien administration des opérations (CIAO) et l'Etat-Major du service du commissariat des Armées (EMO SCA) permet de garantir la réactivité des actions. C'est un travail collectif et collaboratif ; tout réside dans la transversalité ».

La force du CRP Christophe réside quant à elle dans sa connaissance du terrain, une qualité importante selon lui pour servir au sein du COS. « Plus on connaît la réalité du terrain, mieux on peut définir les besoins. L'environnement des forces spéciales est un environnement particulier, certains besoins sont propres aux forces spéciales. Les besoins sont essentiellement capacitaires et il convient de les connaître, de connaître l'environnement dans lequel sont déployés les forces. L'opérateur des forces spéciales est exigeant parce que le milieu dans lequel il évolue est exigeant et parce que ses missions sont exigeantes. Nous devons trouver le processus adéquat afin

de répondre au besoin et permettre l'autonomie du combattant. L'opérationnel dicte le quotidien du soutien ». Servir au sein des forces spéciales requiert un état d'esprit particulier et une grande capacité d'adaptation. « Il faut s'adapter à l'environnement pour bien répondre aux besoins avec célérité. Si on ne comprend pas l'environnement dans lequel on est déployé, on ne va malheureusement pas réussir à répondre convenablement au besoin. C'est la raison pour laquelle les commissaires amenés à être déployés sur un théâtre d'opération où servent les forces spéciales pourraient utilement participer à l'exercice PERSEE, pour se familiariser au milieu qui est, par nature, très exigeant » précise le CRP Christophe.

Si le COS soutient financièrement les détachements des forces spéciales déployés sur les théâtres d'opération, il soutient également les exercices interarmées. « Nous devons maintenir des savoir-faire et des capacités élevées donc nous soutenons financièrement beaucoup d'exercices interarmées ». Ses savoir-faire, le CRP Christophe les remet régulièrement à l'épreuve lors de ses déploiements en opération. Le dernier en date ? Pour sa neuvième projection, il est déployé au Tchad, au moment du départ des forces françaises. « J'ai été déployé en qualité de J8. Compte-tenu de la situation sur place et du redéploiement des forces françaises en dehors du territoire tchadien, il a fallu clôturer la partie Tchad et se redéploier, tout en assurant une continuité de service à la fois au Tchad et sur les autres sites de redéploiement, afin de soutenir le détachement, car, malgré ce redéploiement, les opérations ne s'arrêtent pas. Nous avons donc créé ex-nihilo un détachement modulaire du Commissariat (DMC) ; il a fallu constituer tout le corpus juridique et administrative pour asseoir le DMC ». Et dans cet environnement particulier et exigeant, le côté humain est un facteur clé de la réussite. À mon niveau, être un acteur de ce mode de fonctionnement, c'est gratifiant et correspond parfaitement à mes aspirations ».

En 2001, lorsqu'il s'est engagé dans l'armée, le commissaire principal Christophe pensait mettre ses compétences universitaires au profit de l'Institution sans nécessairement s'impliquer dans un environnement particulier. Depuis ? Ses idées ont évolué, des portes se sont ouvertes, des opportunités se sont créées et il a relevé les défis. Et quand on lui demande s'il a une préférence entre tous ces milieux, il répond : « Tout est lié. Il y a une certaine cohérence et logique dans mon parcours qui me permet de continuer à me découvrir chaque jour ». ■



N W D C Y S G S F F Y L T N R H H R S Y
 O B W W J N W A I D T T Q O Y M K O K J
 I E K U H O W L X X T O K I R E L O X Y
 T Q D W L I H M H U B Z B T S Q D V 9 L
 A U J K F T Z G N W U V T A C 9 X M C E
 S I B P S A M Z P F P 9 U R E M H I B T
 I P A E Z T X R R Z F I 9 U H L Y X Z I
 L E L G T U S S T E T I R A T I L I M L
 E M I A N M E D N U N A W T A Y C T T I
 D E S L A M E K E Z K 9 N S E B F E N B
 I N T O T U M M M O W M T E J K A J E O
 F T I I T S R U E S S I N R U O F Q M M
 N S Q R A W A S T S Q G J Y X I G H E A
 R E U A B K R X U E C A P S E L X L N L
 G T E B M D E Y R X N O I T A V O N N I
 G R Q B O F T L C T C E E L I F E D O D
 N A Y E C P N R E B Y C Q Q F U Z P Y A
 Ç C K R Q M I H R W T J P Q V K E N A D
 B E N G A G E M E N T O R 9 I O M S R E
 G A Y Y Y K L O G I S T I Q U E B L E I

ESPACE MILITARITE COMBATTANT INNOVATION FOURNISSEURS EQUIPEMENTS	MOBILITE CYBER BARIOLAGE FIDELISATION ALIDADE MIXITE	LOGISTIQUE RESTAURATION ENGAGEMENT RECRUTEMENT RAYONNEMENT INTERARMEES	DEFILE ETRAC BALISTIQUE MUTATIONS
---	---	---	--

SANTÉ • PRÉVOYANCE
PRÉVENTION • ACTION SOCIALE
SOLUTIONS DU QUOTIDIEN



Bien plus
qu'une mutuelle

“BIEN PLUS QU'UNE MUTUELLE À MES CÔTÉS, UNE ALLIÉE DANS TOUTES LES ÉPREUVES”

Avec Unéo, sécurisez votre avenir,
quoi qu'il arrive.

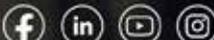
Pour tout savoir sur les solutions mises
en place dans l'exercice de votre métier,
scannez ce QR code.



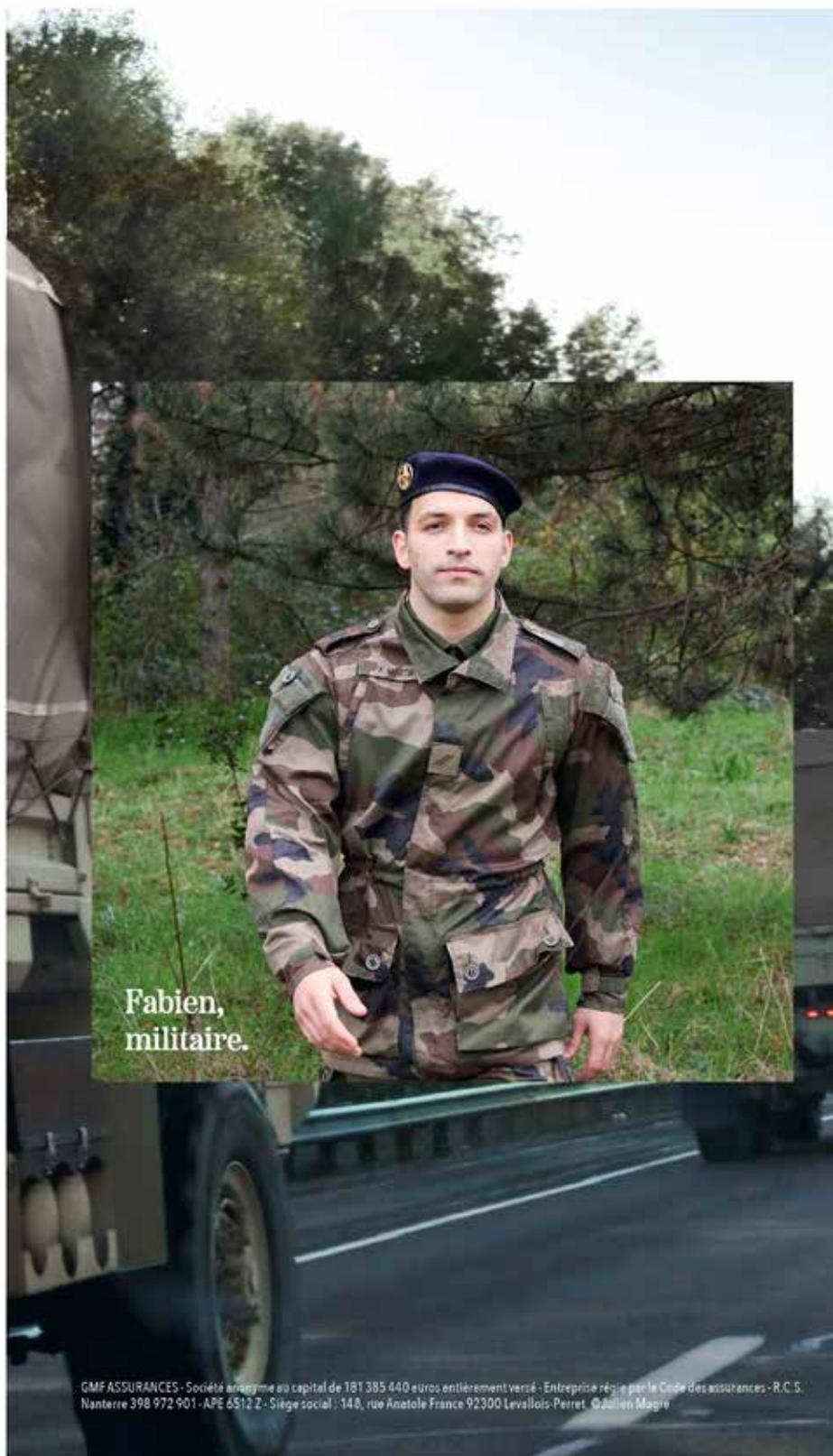
Document publicitaire. Unéo est une marque du Groupe Unéo, inscrit au RCS de Paris sous le numéro 502 390 528 et dont le siège social est situé 41 rue de la République - 95034 Montigny La Vallée.

www.groupe-uneo.fr

Suivez-nous sur :



S'engager auprès
de ceux qui se mettent
au service des autres,
c'est ça être
assurément humain.



Fabien,
militaire.



Assurément
Humain